A CONTRE COURANT
SYNDICAL ET POLITIQUE
ISSN 0997 6922
N°225 - 1,50 € - Juin - Juillet 2011
Pour l'Emancipation Sociale !

La voie grecque

Inexorablement, la crise structurelle dans laquelle se débat le capitalisme depuis quatre décennies, et dont la phase inaugurée par le krach financier lié à la diffusion des prêts subprime n'est que le dernier épisode en date, déploie sa logique. Ayant cru trouver une solution à sa crise en initiant à l'aube des années 1980 dans la mise en œuvre des politiques néolibérales et la transnationalisation du capital, pour instaurer une concurrence planétaire entre capitaux et plus encore entre travailleurs, le capital n'a fait que tomber de Charybde en Scylla : s'il a su redresser son taux de profit, dont la part majeure s'en est allé gonfler la poche des actionnaires, c'est en étranglant la demande salariale. Orgie de spéculation financière d'un côté, gonflement de l'endettement privé de l'autre ont été les deux faces de la crise chronique de réalisation qui en a résulté, conduisant droit au krach des *subprime*.

Il aura fallu l'intervention massive des Etats, à coup de milliers de milliards de dollars, de livres sterling, d'euros, de yen ou de yuan pour sauver alors le capital financier et le capital tout court de sa faillite. Elle aura consisté à substituer l'endettement public à l'endettement privé avec pour conséquence d'amener les gouvernants à demander à leurs citoyens de payer une deuxième fois le prix de la crise : déjà soumis à la potion amère du chômage, de la précarité et de l'austérité salariale, ils sont désormais « invités » à mettre la main à la poche en tant que contribuables tout en devant se serrer un peu plus la ceinture en tant qu'usagers des services publics et que prestataires d'un Etat-providence en peau de chagrin… et bien évidemment en tant que salariés, à nouveau.

Cela dit la nature et donne la mesure de l'enjeu des mobilisations collectives qu'on a vu se développer contre de pareilles politiques en Europe au cours de ce printemps, de Londres à Lisbonne en passant par Rome et Madrid, après celle de l'automne dernier en France. Mais cela donne aussi la mesure des limites actuelles de ces mêmes mobilisations. Oscillant pour l'instant entre l'indignation morale et les objectifs catégoriels, elles ne désignent pas et elles atteignent encore moins ce qui devrait être leur cible immédiate : la dette publique qu'il s'agit de récuser purement et simplement comme illégitime.

Il n'est guère pour l'instant qu'en Grèce que des voix se sont fait entendre, au niveau d'un mouvement de masse, pour exiger une telle récusation, en joignant d'ailleurs le geste à la parole, en installant progressivement le pays dans un état de contestation permanent du gouvernement Papandreou, mêlant discussions publiques, grèves générales, manifestations de rue, non paiement des services publics, réquisitions de biens de première nécessité, etc. Bien moins médiatisée que l'occupation bon enfant de la Puerta del Sol, l'agitation sociale grecque indique la voie selon laquelle doit se réaliser la *« démocratie réelle »* exigée par la première : celle d'une réappropriation collective des biens publics et des moyens sociaux de production qui ne peut faire l'économie d'un affrontement avec la classe dominante et son appareil d'Etat.

Côte d'Ivoire : les apprentis sorciers et leurs mentors

Dans l'article paru dans le précédent numéro (la Côte d'Ivoire à feu et à sang), je m'en suis tenu, face aux derniers dénouements de cette tragédie et à la désinformation dont nous étions l'objet, à montrer que les menées du Gouvernement Tsarko ne visaient aucunement à restaurer la démocratie qui aurait été bafouée. L'intervention de l'armée française a, d'une part, été décisive dans la destitution de Laurent Gbagbo : elle fut partie prenante des rivalités opposant les divers seigneurs de guerre en choisissant le camp d'Ouattara. D'autre part, sous couvert de l'ONU, il s'agissait, dans le contexte nouveau post-françafrique, de restaurer la domination néocoloniale française, celle-ci devant désormais être partagée avec la tutelle nord américaine.

Il convient ici de revenir sur cette phase sanglante d'adaptation au nouvel ordre mondial qui renvoie à la période d'application des politiques d'ajustement structurel du FMI, suite à l'endettement de ce pays, et ce, dans un contexte spécifique, celui d'un pays où il était possible de manipuler les divisions ethniques. Les prétendants à la succession d'Houphouët-Boigny, dans leur compétition mortifère, se sont trouvés confrontés à la question de savoir si la Françafrique de Foccart/De Gaulle pouvait continuer comme avant, d'autant que leur tuteur était lui-même divisé et dépassé par l'évolution de la situation. Au cours de cette phase de transition-adaptation sanglante, les appartenances ethniques sur fond de crise sociale ont été manipulées par les différents seigneurs de guerre, assurés qu'ils étaient d'être soutenus par l'un ou l'autre des clans qui, en métropole, s'affrontaient pour maintenir ce pays sous leur joug. La victoire de Sarkozy/Ouattara signe le retour à une nouvelle dépendance sur fond de misère sociale aggravée. Pendant un certain temps, la paix des cimetières et la justice des vainqueurs risquent de faire illusion d'autant qu'elles ont reçu la bénédiction de ladite communauté internationale et l'assurance de la résignation apparente des ethnies meurtries par le déchaînement des soldatesques et autres chiens de guerre. Toutefois, surtout au Sud, la présence française est honnie et l'on peut penser que le vent de liberté et de souveraineté en provenance des pays arabes finira par balayer les clivages ethniques.

Reste pour mieux saisir cette transition chaotique à en rendre compte. Il ne s'agit pas dans le cadre de ces deux articles, d'écrire l'histoire de l'après Houphouët-Boigny[1] mais plutôt d'illustrer la thèse suivante : les hommes aux commandes de l'impérialisme français par leurs hésitations et leurs divisions ont fait prospérer les menées des seigneurs de guerre prétendant instaurer leur propre pouvoir sous l'égide de leur mentor … mais lequel, Chirac, Jospin ou Sarkozy «l'américain» ?

Une néo-colonie à la dérive

Il faut d'abord revenir sur un mythe : indépendante, la Côte d'Ivoire ne l'a jamais été. Il n'y a jamais eu de lutte de libération nationale dans ce pays à l'unité artificielle. «L'indépendance» fut octroyée en 1960 par De Gaulle afin de conserver la «perle du cacao» dans le giron de la France. Le pouvoir fut confié à un homme de main : Houphouët-Boigny était la solution, ce caméléon au parcours sinueux, possédait toutes les qualités requises. En 1946, il est à la tête du Rassemblement Démocratique Ivoirien, parti affilié et soutenu par le PCF, qui, lui-même, est partisan du maintien des colonies dans la France démocratique de la Communauté qui s'étend du Congo à l'Indochine. La «guerre froide» survenant, Houphouët lâche ses parrains et se rapproche de René Pleven et de Mitterrand. Et, pour sa soumission au maintien de l'Empire et, comme emblème de sa tolérante bienveillance civilisationelle, il est 5 fois ministre sous la 4ème République puis, après le coup d'Etat gaulliste de 1958, il occupe encore un poste ministériel. C'est à contre cœur qu'il accepte l'indépendance formelle de son pays décrétée par De Gaulle en 1960. Avec les réseaux Foccart qui l'entourent, les conseillers français qui le conseillent, il parvient à conclure un pacte avec les ethnies du Nord et gère de manière néo-patrimoniale ce pays en redistribuant la rente du cacao. Il achète et la paix sociale et les opposants. Toute forme de contestation est étouffée, y compris au sein de son parti unique. En 1963, il a la main lourde : le Parti Démocrate Ivoirien (PDCI) est purgé de dizaines de cadres ; en 1969, le mouvement de révolte des Bétés est écrasé au prix de plusieurs centaines de morts perpétrés par son armée encadrée, formée par la puissance tutélaire qui possède une base à Abidjan.

A la fin des années 1970, l'atmosphère s'électrise ; c'est la fin des «20 Glorieuses» en trompe l'œil. Lorsque surviennent l'augmentation du cours du dollar, le choc pétrolier (1979), le pays est endetté. Il doit faire face, non seulement au renchérissement du service de la dette, mais aussi, pratiquement conjointement, à l'effondrement des cours du cacao, et ce, dans un pays de monoculture sans industrie de transformation. Houphouët, aidé de son 1er Ministre, **Ouattara**, afin d'obtenir de nouveaux emprunts pour s'acquitter des précédents, applique à son peuple la potion amère du FMI. Des privatisations sont opérées au profit d'entreprises françaises (eau, électricité), les budgets sociaux et ceux de l'éducation sont sabrés. Les étudiants se révoltent, ils sont durement réprimés. En 1990, Mitterrand, bon prince, réunit au sommet franco-africain de la Baule tous ses affidés. L'aide de la France est conditionnée à la démocratisation de façade des régimes, nouvelle gouvernance oblige. En Côte d'Ivoire, il s'agit surtout de mettre le pied à l'étrier à Laurent **Gbagbo**, membre avec son parti (le Front Populaire Ivoirien) de l'Internationale Socialiste. Aux élections du 30 avril de cette même année, Houphouët-Boigny est triomphalement réélu face à Laurent Gbagbo. Mais les élections manipulées ne changent rien au naufrage économique et provoquent la mobilisation des étudiants sans perspective. Successivement, en mai 1991 et en février 1992, la répression sanglante est menée par le **général Gueï**. Face aux protestations, une commission d'enquête est nommée puis enterrée. Le vieil autocrate cynique déclare : «*Quand le couteau blesse, vous ne le jetez pas, vous essuyez le sang et vous le remettez à la maison».* Le général est maintenu à son poste.

A la mort d'Houphouët-Boigny, tous les apprentis sorciers des drames à venir sont en place sous l'œil des clans de la Françafrique métropolitaine. A son enterrement, en février 1994, en grande pompe, ils sont tous là. D'un côté, **Bédié** le successeur désigné, le général Gueï, Ouattara, Gbagbo et de l'autre, toutes tendances confondues en pieuses condoléances : Pierre Messmer, Pierre Mauroy, Chaban-Delmas, Raymond Barre, Michel Rocard, Jacques Chirac, Valéry Giscard d'Estaing, François Mitterrand et même le vieux grognard Foccart. Et au milieu d'eux, Martin Bouygues et Bolloré. Avant de se déchirer et de s'allier pour s'éliminer, les hommes du sérail communient en présence de leurs maîtres, les peuples de Côte d'Ivoire vont être les masses de manœuvre de ces affrontements.

L'affrontement des hommes du sérail et leurs soutiens

Bédié, c'est l'homme de la continuité. Il est soutenu par le clan chiraco-gaulliste. Confirmé dans ses fonctions de successeur, il peine à s'affirmer dans un contexte de crise sociale. Pour se maintenir et acquérir une popularité, il va jouer avec le feu de l'ivoirité. Face au chômage de masse, en 1993, est promulgué un nouveau code foncier réservant la propriété de la terre aux Ivoiriens de souche. La répartition des lopins de terre dégénère en batailles rangées entre autochtones et allogènes. De nombreux immigrés installés depuis de nombreuses années rentrent dans leur pays d'origine, pour la plupart au Burkina Faso. En Décembre 1994, il fait adopter un nouveau code électoral restreignant les conditions d'éligibilité, il faut être de mère et de père

ivoiriens pour se présenter. Il s'agit d'éliminer Ouattara de la course à la présidentielle de 1995. Malgré l'alliance éphémère d'Ouattara et de Gbagbo dans un Front Républicain qui appelle au boycott, Bédié est triomphalement élu avec score de 96 % des voix … faute d'adversaire. De violents incidents précèdent ce scrutin biaisé (20 morts) et après la proclamation des résultats les protestataires se répandent tout particulièrement dans les rues d'Abidjan. Malgré les ordres du Président, le général Guéï refuse de mener la répression. Il est limogé.

1999. Robert **Gueï** rentre en scène pour s'imposer, ce Saint Cyrien, grand admirateur du général De Gaulle, va se saisir du mécontentement sur fond de corruption galopante, celui de jeunes militaires à qui l'on refuse le versement des primes promises ainsi que de l'absence de réaction de Paris. Il tient sa revanche, surfant sur la mutinerie, il provoque un coup d'Etat le 24 décembre 1999. Le «père Noël» en treillis apparaît à la télévision pour justifier son putsch. En France, c'est la cohabitation des clans chiraquiens et jospiniens qui se neutralisent. L'Elysée s'active pour rétablir «son ami» sur son trône, Jospin met son veto à toute intervention militaire. C'est le ni, ni, «ni ingérence, ni indifférence» d'autant que le général met en place un Comité de Salut Public réunissant tous les partis : FPI de Gbagbo, RDR d'Ouattara et même le PDCI qui lâche Bédié. Ce dernier est évacué par l'armée française, il se réfugie dans son luxueux appartement à Paris, dans le 16ème arrondissement. Mais la soldatesque, dont la solde est insignifiante, rackette. Des groupes autonomes de pillards aux dénominations inquiétantes (la Camorra, Cosa Nostra) se constituent. Le général semble impuissant à pouvoir les contrôler. Une nouvelle alliance se tisse entre Gueï et Gbagbo, «tout sauf Ouattara». L'article 35 de la nouvelle Constitution de la 2ème République confirme la nécessaire ivoirité des candidats. Les affrontements, complots se multiplient dans un climat de plus en plus xénophobe contre les partisans d'Ouattara. Robert Gueï pense pouvoir l'emporter aux élections contre son adversaire-allié Gbagbo. Et ce sont les élections calamiteuses du 22 octobre 2000, marquées par 37 % de participation. Quand il apparaît que l'homme de l'Internationale Socialiste va l'emporter avec 60 % des suffrages exprimés, le général refuse de reconnaître sa défaite et fait suspendre le dépouillement. Manifestations, répression, l'armée se divise et le sauveur en treillis se réfugie dans son fief à la frontière du Libéria. La guerre des clans, la haine embrasent Abidjan, les hommes de main d'Ouattara, l'homme qui a été exclu du scrutin, réclament de nouvelles élections. Jospin au pouvoir à Paris, ainsi que le parti socialiste, saluent la victoire de leur partisan mais l'on s'achemine vers la partition du pays d'autant que les déchirements du pays prennent une dimension internationale. L'Organisation de l'Unité Africaine (OUA), l'ONU, les USA réclament la tenue de nouvelles élections. Au-delà des péripéties meurtrières(1) de l'intervention d'assaillants venus du Nord, de la partition du pays instaurée par l'opération Licorne de l'armée française, il y a d'un côté, la tutelle coloniale qui tente de parvenir à une réconciliation impossible et, de l'autre, Gbagbo qui tente de s'accrocher au pouvoir par tous les moyens, s'affrontant aux partisans des «Forces nouvelles» pro-Ouattara. Toutes les tentatives du tuteur néocolonial de réunifier les clans rivaux malgré la présence de plus en plus massive de l'armée française, malgré le conclave de Marcoussis et les pseudo-accords qui sen suivent, l'impérialisme français doit désormais composer. L'homme du FMI doit en définitive l'emporter d'autant qu'il possède des appuis importants au sein des appareils politiques en France.

Ouattara est en effet «l'ami», le poulain de Sarko, DSK et Laurent Fabius. C'est lui qui a conduit les premières privatisations dans son pays. Depuis les années 1990, il est bien introduit dans les milieux socio-libéraux de la Françafrique qui cherchent à prendre des distances avec la politique du pré-carré qui s'oppose aux influences d'autres puissances et ce, dans un monde marqué par la

nouvelle donne de la mondialisation sans frontières. Il est l'homme du changement dans la continuité, celui qui a participé activement à la dévaluation du franc CFA en étroite collaboration avec Balladur en 1993 et celui qui par son mariage en France avec Dominique Folleraux peut rassurer les milieux patronaux, y compris les colons. Son épouse n'est-elle pas à la tête d'une agence immobilière qui gère les biens mal acquis de la famille Houphouët-Boigny ? Celle qui a fait fructifier ce pactole dans l'immobilier à Paris dans le 16ème arrondissement, celle qui, lors de la cérémonie d'union avec l'homme promis à une grande destinée, a désigné Jean-Christophe Mitterrand, invité d'honneur ? Reste à savoir comment se débarrasser de Gbagbo qui s'accroche au pouvoir.

Pour contrer une ingérence américaine qui se fait de plus en plus pressante, les gouvernants à Paris vont d'abord tenter d'imposer la voie de la négociation-réconciliation entre les deux clans rivaux pour mieux marginaliser Gbagbo. Et ce fut l'épisode des accords de Marcoussis à Paris qui avortèrent sitôt conclus, malgré la constitution d'un gouvernement provisoire d'union nationale où chaque camp refusera de déposer les armes. L'institution d'une «zone confiance» séparant les belligérants du Nord et du Sud, l'internationalisation du conflit avec recours aux casques bleus de l'ONU et l'accroissement des forces françaises dites d'interposition n'y changeront rien. Il fut donc décidé de recourir une nouvelle fois aux élections … libres dans un pays déchiré, terrorisé par la présence de milices et d'une soldatesque recourant au pillage et au racket sur la population, dans un pays où les médias déversaient la haine à l'encontre des ethnies du camp adverse.

Cette fois, la notion d'ivoirité qui avait embrasé le pays fut révoquée. Le match pacifique entre Gbagbo l'incontrôlable et Ouattara allait pouvoir se tenir. Au 2ème tour d'une élection présidentielle controversée, Ouattara l'emportait dans un scrutin marqué (mais comment pouvait-il en être autrement) au Nord comme au Sud, à l'Est comme à l'Ouest, par des malversations plus ou moins prononcées selon les clans supervisant les bureaux de vote. On connaît la suite, Gbagbo refusant sa défaite, proclamant sa victoire, la Communauté internationale, la France ne voulant comme vainqueur qu'Ouattara. Il ne restait plus qu'à déloger le tyran et installer le démocrate reconnu pour ses compétences de bonne gouvernance. C'est la fable que l'on a voulu nous vendre avec le sang des Ivoiriens.

Vers un avenir incertain

Prendre le parti d'analyser la guerre en Côte d'Ivoire sous le prisme, certes insuffisant, des différents prétendants au poste suprême, renvoie à une interprétation des faits dont les attendus peuvent s'énumérer comme suit :

- Le colonialisme français a imposé un découpage territorial artificiel, il a entretenu les divisions ethniques préexistantes que renforcèrent l'accroissement démographique, l'immigration facilitée dans la «perle du cacao» africain.

- L'indépendance octroyée n'a pas permis l'émergence d'une lutte de libération nationale unissant les différentes composantes de la population ivoirienne, la répression de tous les oppo-

sants en particulier des étudiants a étouffé toute velléité de constituer des organisations trans-ethniques.

- Le multipartisme introduit par en haut par les hommes du sérail a suscité une lutte des clans d'autant plus meurtrière que ces partis artificiels ont fondé leur développement sur l'appartenance ethnique de leurs chefs, transformant la lutte pour le pouvoir de quelques hommes en rivalité de haine à caractère racial.

- La guerre fratricide a trouvé son ferment dans le contexte de crise sociale suscitée par l'introduction des politiques néolibérales

- Les parrains impérialistes de cette dérive meurtrière, eux-mêmes divisés sur la conduite à tenir, à la fois faux arbitres et vraies parties prenantes du conflit, ont aggravé la situation : corruption, armements, interposition et intervention françaises puis internationales. Le jeu trouble du Burkina Faso accueillant, armant les rebelles, n'a pu s'opérer qu'avec l'accord plus ou moins tacite des grandes puissances. L'histoire n'a, de ce point de vue, pas encore révélé toutes ces zones d'ombre.

- Le retour décomplexé de l'impérialisme français en Côte d'Ivoire s'est opéré sous la houlette de ladite communauté internationale à l'ombre de la pénétration états-unienne et chinoise afin que les affaires reprennent que le pillage et l'exploitation des richesses puissent se dérouler en toute bonne gouvernance

- Le peuple de Côte d'Ivoire meurtri, appauvri, subit désormais une crise alimentaire sans précédent. Les cicatrices peuvent être longues à soigner mais le nouveau maître du pays pourrait très bien dans un proche avenir se trouver confronté à une unité populaire qui faisant fi de ses divisions antérieures, aurait pour mot d'ordre : Sarko, Obama, Ouattara, dégagez de Côte d'Ivoire.

Gérard Deneux

(1) Pour en savoir plus, lire «*La crise en Côte d'Ivoire. 10 clés pour comprendre*» de Thomas Hofnung – édition La découverte et «*Côte d'Ivoire. Le feu au pré-carré*» de Judith Rueff édition Autrement.

La Françafrique n'est pas moribonde

Le 21 mai 2011, lors de l'investiture de Ouattara en **Côte d'Ivoire**, Tsarko l'annonce : *«Nous garderons toujours une présence militaire en Côte d'Ivoire pour protéger nos ressortissants». «C'est une nouvelle politique africaine et même une nouvelle politique étrangère»…* Comme au «bon» vieux temps colonial, la France prendra en charge le nouveau conseiller spécial (le colonel Marc Paitier) au sein de la présidence ivoirienne, chargé des questions militaires. Par ailleurs, la coopération économique n'est pas en reste : les patrons français, de Vincent Bolloré à Michel Roussin étaient à Yamoussoukro dans le sillage de Sarkozy avant le voyage officiel en juillet d'un autre VRP : François Fillon…

… Au **Niger**, Paris travaille au corps le nouveau président, Mahamadou Issoufou, pour installer une base militaire permanente qui, force de réaction rapide, interviendrait dès l'enlèvement d'un Français dans la région ; en fait, elle servira surtout à **sécuriser les gisements uranifères** exploités par Areva. C'est une constante en Afrique, la sécurisation des sources énergétiques : hier, le pétrole, aujourd'hui, l'uranium.

Côte d'Ivoire – Un gâteau à 2 milliards d'euros

Dès la mise à l'écart de Gbagbo, la Commission européenne annonçait 180 millions € d'aide au développement, le gouvernement français mettait 400 millions € sur la table (pour régler les salaires des fonctionnaires ivoiriens, une grosse facture d'eau et d'électricité à Bouygues, l'apurement des arriérés auprès de la Banque africaine de développement et de la Banque mondiale)… puis l'agence française de développement (AFD) mettra en œuvre un contrat de désendettement et de développement (C2D) qui dépassera les 2 milliards. C'est le montant faramineux de l'endettement ivoirien au titre de l'aide publique au développement française. L'aide annoncée pour le remboursement de la dette viendra en grande partie alimenter des projets dont bénéficieront les entreprises françaises expatriées… Il ne s'agit nullement d'annulation de la dette ! C'est un «*refinancement par dons de créances d'aide publique au développement*». Concrètement, les Ivoiriens vont devoir régler ces deux milliards € de dette à l'Etat français, selon un calendrier établi. A chaque échéance, le montant remboursé sera alloué, via l'AFD et le budget ivoirien, à un projet visant à réduire la pauvreté… En clair : «*Les Ivoiriens doivent 2 milliards € à la France. Ils paieront ces 2 milliards. Vous, chers patrons français, serez les destinataires prioritaires de cet argent, via le budget ivoirien* »… Les grands groupes français sont rassurés, ils ont bien compris l'acception extrêmement large de la réduction de la pauvreté : «*Nous sommes très contents du nouveau président parce qu'on sait que lui, il va nous amener de l'argent. Et puis c'est un homme d'affaires ... il avait été très bien quand il était Premier ministre de M. Houphouët, alors … toute la communauté européenne est très heureuse que ce soit M. Ouattara qui ait pris le pouvoir*».

Tout rentre dans l'ordre «colonial» en Françafrique. Jusqu'à quand ? car … En Afrique, cette Françafrique est vomie, honnie et l'arrestation de Gbagbo, encerclé par les blindés français, a encore exacerbé la colère envers la France. C'est même une haine palpable dans la rue africaine, prête à sanctifier Gbagbo, malgré ses crimes, après une opération de police caricaturale conduite par les soldats français… Cette politique à courte vue, vaniteuse et arrogante à l'excès, privilégiant la force, … les Africains comme les Français n'ont pas fini d'en payer le prix.

Odile Mangeot, d'après les 2 articles de Raphaël De Benito et David Mauger, publiés dans ***Billets d'Afrique et d'ailleurs*** (juin 2011 n° 203).

Pour vous abonner à Billets d'Afrique et d'ailleurs *: 11 numéros par an pour tout savoir sur la face cachée de la politique de la France sur le continent africain et les jeux troubles de la «Françafrique» : envoyer 25 € (20€ pour les faibles revenus) à* ***Survie****, 107 bd de Magenta – 75010 Paris.Plus d'information sur http://survie.org ou à contact@survie.org*

Tchernobyl, Fukushima.... au suivant !

Curieusement (?) le tapage médiatique autour de la catastrophe de Fukushima s'est tu. Exit les émissions de radioactivité, exit la pollution de la mer, exit la question de l'éloignement sans retour de la population locale (85000 personnes), exit la zone "terre morte" proche de la centrale pour des milliers d'années, oubliées les irradiations humaines dues aux retombées des poussières atomiques accentuées par la pluie et le vent (jusqu'à Tokyo distante de 300 km) et à la contamination des produits alimentaires: légumes, pêche... Les autorités du pays ont d'abord minimisé l'importance de la catastrophe, relayées en cela par l'Etat français et AREVA, et, au niveau international, par l'AIEA. Après avoir été obligées, devant le scandale provoqué, de reconnaître que Fukushima c'était degré 7 sur l'échelle de Richter - comme Tchernobyl – ces mêmes autorités donnent l'impression, deux mois après, de vouloir déjà éluder la réalité. Et ce, à la grande satisfaction des marchands mondiaux d'atome, à commencer par les Français. Nommons: EDF, AREVA et ...les banques (nous y reviendrons).

Car ce qui importe, n'est-ce pas, c'est la continuité du commerce de l'atome, sous couvert de la croissance ininterrompue de la consommation énergétique, et aujourd'hui du label prétendu "énergie propre": pas de production de CO2, donc préservation de la couche d'ozone. Deux arguments qui nécessitent une mise en cause : le premier par une politique délibérée de réduction de cette consommation, le second par le contre-argument d'une réelle production carbone, certes inférieure à celle d'une centrale au charbon, mais néanmoins effective, si l'on veut bien tenir compte de tous les paramètres liés à la fabrication de l'énergie atomique, n'en déplaise aux nucléocrates. C'est-à-dire, en remontant en amont, ce qui compte pour le lobby hexagonal c'est la production de ces machines porteuses de mort potentielle que sont les réacteurs atomiques des centrales nucléaires.

Les facteurs de risques nucléaires

Nombre d'implantations de ces centrales ont lieu sur des zones sismiques avérées. Le Japon en est le plus bel exemple. Voilà un pays "posé" sur toute sa longueur sur une faille tectonique particulièrement active. Les tremblements de terre y sont quasiment quotidiens, certes la plupart du temps avec une faible magnitude. Mais il suffit d'une fois et Fukushima n'est pas la première manifestation de cette instabilité naturelle: il y a eu bien d'autres précédents. La dernière catastrophe est une nouvelle démonstration de l'inconscience - en réalité un risque accepté - des décideurs en la matière. Or il faut rappeler que l'industrie nucléaire japonaise est aux mains de firmes privées, telle TEPCO, qui, pour éviter de voir leur business réduit, n'hésitent pas sur les économies de maintenance, sur la sous-estimation des dangers en cas de dérapage, au mensonge, à la désinformation, y compris à l'égard de l'Etat. Cependant ces gestionnaires sont rattrapés par le temps et la dure réalité. Ainsi selon les dernières informations de Greenpeace-France (20 mai) TEPCO a été obligée de reconnaître que le coeur des réacteurs 1,2 ,3 de Fukushima Daiichi avait fondu quelques heures après le tsunami, que du combustible nucléaire fondu sorti du confinement dans le réacteur 1 est maintenant totalement incontrôlable et sans récupération possible. Les taux de radioactivité augmentent toujours. Les sols, les nappes phréatiques, les aliments restent fortement contaminés, même à une centaine de km de la centrale. A ce sujet il convient de rappeler - ce que les grands media se sont bien gardés de faire - que la Commission Européenne a promis que les aliments importés du Japon seraient passés au détecteur, la règle étant: zéro contamination. Sauf que, en cas de catastrophe nucléaire, la règle change: on peut durant l'année qui suit nous faire avaler des aliments radioactifs à condition de ne pas dépasser une certaine limite: du plutonium jusqu'à un becquerel/kg, du césium jusqu'à 1000 Bq/kg (l'un et l'autre poisons rejetés dans la nature à Fukushima). Faut le faire quand même ! Et tout cela parce que ce qui touche à la radioprotection relève de l'Euratom, vieux traité signé en 1957 pour *"créer les conditions de développement d'une puissante industrie nucléaire"* où le Parlement n'a pas le droit de fourrer son nez. Déjà à cette époque la question sécuritaire passait après l'intérêt économique et le mot transparence était inconnu !

Le 19 mai, lemonde.fr révélait qu'une erreur humaine était probablement à l'origine de la fusion du cœur. Aux facteurs de risques pour le nucléaire: séismes, catastrophes naturelles, il faut donc ajouter l'erreur humaine qui peut apparaître dans n'importe quelle centrale dans le monde.

Ces facteurs de risques accompagneront la réalisation du projet de construction de six réacteurs EPR à Jaitapur en Inde. D'autant que l'implantation prévue aura lieu sur une zone de trois failles tectoniques, région où il y a eu de forts tremblements de terre ces vingt dernières années: celui de 1967 à cent km de Jaitapur (6,5 sur l'échelle de Richter), entre 1990 et 2000, un séisme supérieur à 6 et deux supérieurs à 5 dans la même région classée à l'échelon 4 sur 5, avec des tremblements de terre potentiels de magnitude 7. Mais qu'importe aux yeux des "experts" d'AREVA qui, avec l'aide du VRP élyséen, vont fourguer dans un premier temps deux exemplaires de leur der-

nier-né (à Flamanville, la grossesse est plutôt longue et pénible !), puisqu'ils sont les meilleurs et qu'il faut redorer le blason tricolore... Et qu'importe encore l'opposition massive de la population locale sur laquelle l'armée indienne n'hésite pas à tirer et devant laquelle AREVA a déclaré qu'elle ne se laisserait pas impressionner !

Et en France ?

Pas de problèmes, rabâchent les experts es radioactivité. Notre technologie est la plus sûre du monde, et puis les dangers sismiques n'ont rien à voir avec ceux du Japon, ils sont minimes, sinon inexistants. Alors le sillon rhodanien? Totalement étranger à ce type de danger? Il abrite de nombreux centres nucléaires comme Marcoule (usine de fabrication du Mox particulièrement dangereux, réacteurs Célestin servant à fabriquer le tritium destiné aux bombes nucléaires, entretien et réarmement des ogives nucléaires, future centrale au sodium Astrid (2012?), stocks et recherche sur les déchets nucléaires) ou Cadarache, le Tricastin réputé pour sa pollution de rivières et ses "oublis" récents de plutonium.

Mais sous la surface, en profondeur ? En 2001, l'Ecole et l'Observatoire des Sciences de la Terre de Strasbourg expliquait dans un rapport que *"la vallée rhodanienne est une zone de rift* (région où la croûte terrestre s'amoindrit) *datant de 25 millions d'années et donc à l'origine d'une ligne sismique allant du Tricastin jusqu'à Cavaillon et Nîmes. La région de Montélimar a connu plusieurs séismes qui ont atteint l'intensité VIII (6 sur l'échelle de Richter) en 1772-1773,1873,1901"*. En 2008, la Direction régionale de l'Environnement faisait état en Languedoc-Roussillon de *"deux secteurs où l'aléa sismique est particulièrement présent avec des degrés allant de modéré à moyen. Il s'agit du sud-ouest de la région (Pyrénées Orientales et sud de l'Aude) ainsi que son extrémité est (Gard rhodanien).* "Degrés modéré à moyen", c'est-à-dire jusqu'à 7 sur l'échelle de Richter. Or le 17-7-2007, rappelons-le, un séisme de 6,8 secouait sérieusement la centrale de Kachiwasaki Kariva au Japon, et ses 7 réacteurs de 8,2 gigawatts. D'où fuites de déchets radioactifs, incendie,et...fermeture temporaire du site. Par ailleurs la centrale du Tricastin a été construite pour résister à un séisme de 5,2, en-dessous donc de celui de 6,2 survenu à Lambesc (Bouches du Rhône) le 11-6-1909. Et que dire de Fessenheim, vieille centrale de 34 ans aux innombrables incidents qu'EDF veut maintenir à tout prix en survie (dix ans de mieux) et dont la population et même les pouvoirs publiques locaux réclament la fermeture, située à proximité d'une zone de fracture loin d'être négligeable ?

Mais non ! "Rien à craindre", "tout va bien", "un séisme à la japonaise chez nous ? Impossible", "les idéologies des antinucléaires? Rétrogrades: ils veulent nous faire revenir à l'âge de la bougie". D'ailleurs, selon Anne Lauvergeon, la patronne d'AREVA, *"s'il y avait des EPR à Fukushima, il n'y aurait pas de fuites possibles dans l'environnement quelque soit la situation"* (souligné par moi). Profitons de la catastrophe chez les autres pour vanter la qualité de nos produits ! Puisqu'on vous dit que l'EPR est le réacteur le plus sûr au monde...

Florilège d'inepties, de cynisme

Les m'as-tu-vu du neutron font résonner le diapason. De Lauvergeon à Tsarko en passant par Proglio et Allègre, cueillons un bouquet des plus belles fleurs de rhétorique toujours récurrentes dont ces gens-là sont friands. De Proglio, PDG d'EDF, concernant l'âge de Fessenheim, et sa situation, suite à l'exigence de fermeture: *"c'est comme si vous disiez que les immeubles parisiens qui ont plus de vingt ans doivent être détruits"* (sur RTL le 16 mars). Abradacabrandesque ! D'Allègre, dans son dernier opuscule "Faut-il avoir peur du nucléaire", cet élan du coeur: *"le risque est surtout la peur irraisonnée, l'ignorance, le réflexe de l'autruche"*, ou encore: *"prendre sa voiture le dimanche est un risque beaucoup, beaucoup plus élevé que le nucléaire"*. L'essence et le gazole pires que la pollution radioactive ! Allègrement cocasse ! De Tsarko, l'expert en la matière, notre nano-président, à Gravelines le 3 mai : les opposants ? *"ils ne connaissent rien au nucléaire". L'*ACCRO, la CRIIRAD, ces laboratoires indépendants reconnus: des incompétents ! Ou encore ceux qui critiquent sont victimes de *"peurs irrationnelles moyenâgeuses"* alors que *"nos centrales nucléaires sont les plus sûres au monde"*. Continuons. Du même nano-talonné: *"vouloir sortir du nucléaire après Fukushima, c'est comme vouloir interdire le transport aérien après un accident d'avion"*. Sans doute que le crash d'un avion de ligne est capable de provoquer une contamination radioactive ! Enfin: *"nos centrales peuvent résister même aux chutes d'avion"*. Alors pourquoi la France a-t-elle tenté d'empêcher que les tests de résistance prévus sur les 149 centrales européennes tiennent compte de ce risque ? Pour éviter que ne remonte en surface la divulgation en 2006, par Stéphane LHOMME, ex du réseau Sortir du Nucléaire, d'un document "confidentiel-défense" (tout ce qui touche au nucléaire en France est confidentiel, curieuse manière d'interpréter la transparence dont se gaussent pourtant les (ir)responsables de l'atome), qui révélait que l'EPR ne résisterait pas à une attaque du type 11 septembre ? S. LHOMME avait alors été poursuivi en justice et ...un non-lieu avait été prononcé.

Ce florilège pourrait encore être aisément enrichi. Que ne ferait-on pas pour tenter de faire accepter les vertus de la radioactivité que les thuriféraires ne cessent de vanter au mépris des accidents de plus en plus rapprochés et de leurs conséquences sur les gens et l'environnement ! Alors que, depuis Fukushima, la Suisse a stoppé son développement nucléaire et que l'Allemagne suit le même chemin, la France, droite dans ses bottes, pousse ses cocoricos les plus vibrants en faveur de cette industrie mortifère.

Business avant tout

Mais un business qui coûte très cher, ne serait-ce qu'en démolition des centrales arrêtées. Ainsi Brennilis, en Bretagne, coûterait, selon la Cour des Comptes (2005) 482 millions d'euros. Et pour les sept autres centrales arrêtées, il y en aurait pour 11 milliards. Contribuables, à vos poches, car c'est vous qui en payez la plus grande partie ! Et que dire de Superphénix (Creys-Malville), en déconstruction depuis dix ans et dont les travaux vont durer au moins autant.

Le lobby du nucléaire: CSA, AREVA, ANDRA, EDF, relayés par les autorités étatiques, veulent toujours faire accroire que l'indépendance énergétique de la France passe par cette filière. Or, il faut le répéter, cette indépendance n'est que fictive. L'uranium nécessaire est importé à 100%, d'Australie, mais surtout du Niger où l'exploitation gérée par AREVA cause des dégâts irréversibles aux populations loca-

les et à leurs terres. Mais pourvu que la filière puisse rester compétitive face aux Coréens, Japonais, Russes...

Pour les nucléocrates tricolores, il s'agit d'être les premiers, et prétendument les meilleurs. Les investissements ne manquent donc pas. Et c'est là qu'entrent en jeu les banques, notamment BNP-Paribas, la première au monde à financer le nucléaire. C'est elle qui financera l'énorme projet de Jaitapur en Inde (voir supra). Cette banque a déjà investi 13,5 milliards d'euros de 2000 à 2009 dont 5 milliards destinés à EDF, premier exploitant nucléaire au monde, dont l'Etat détient 85%.

Ses clients ? AREVA bien sûr, mais aussi Electrabel (Belgique) et...TEPCO, société privée gérant Fukushima, dont la réputation n'est plus à faire. Le risque financier étant énorme en la matière, aucune banque privée n'accepte de l'assumer. Et c'est l'Etat qui va s'en charger dans le cas d'exportation d'EPR, grâce à un mécanisme appelé "crédit-export" qui permet de refiler le risque de la banque à l'Etat, la banque empochant les intérêts, le contribuable amené, lui, à mettre la main au porte-monnaie.

EDF, bien entendu, mange à la gamelle, le nucléaire lui permet "d'arrondir ses fins de mois". Le risque sismique, ou autre tsunami, qu'es aco ? En 2004, un séisme de force 5 a secoué l'Isère et l'Ain, proche du site de la centrale de Bugey .Aucune alarme ne s'est déclenchée sur le site. Faut pas s'affoler ! Sinon, comme le disait le ministre de l'Industrie japonaise, Akira Amari, en 2007 lors d'un tremblement de terre affectant une centrale: si on affole les gens *"cela pourrait les amener à ne plus faire confiance au nucléaire"*. Moins ils en savent, mieux c'est pour les profits ! Là-dessus, par contre on peut faire confiance à EDF. Les bénéfices réalisés en 2010 par l'entreprise se sont élevés à un milliard d'euros. Et c'est deux milliards qu'elle va reverser en dividendes aux actionnaires, cadeau financé par endettement, le plus gros bénéficiaire (85% des parts) étant l'Etat. En comparaison EDF n'a dépensé en travaux (sécurité, maintenance) depuis 2003 que 200 millions, alors qu'il en faudrait 1,9 milliard selon l'IRSN (Institut de Radioprotection et de Sûreté Nucléaire) en raison de *"menaces très importantes"*, sur Fessenheim et Bugey en particulier.

En somme, si l'on met bout à bout tous les coûts financiers et sécuritaires générés par l'industrie énergétique nucléaire, on arrive à la conclusion, qu'il serait plus économique, plus sûr, et plus pourvoyeur d'emplois de rompre avec cette filière et de s'engager résolument sur des voies alternatives comme le font nombre de pays européens.

J.F. Le 2-6-11

Sources : essentiellement la presse, *Le Canard Enchaîné*: 23 mars, 30 mars, 6 avril, 4 mai, et 11 mai 2011. *Greenpeace-France* : communiqués des 12 et 20 mai 2011. *CQFD* : Mai 2011. Communiqués du *Réseau Sortir du Nucléaire*.

Qui a tué l'écologie ?

de Fabrice Nicolino

Balayant sans détours les coquecigrues du «*développement durable*» et du «*capitalisme vert*», attrape-nigauds conçus pour consolider, sous une terminologie light, les schèmes du productivisme effréné, l'auteur assène un présupposé univoque: la mort de l'écologie. J'avoue que j'avais escompté qu'un réquisitoire en règle contre les assassins/fossoyeurs vise certain(-e)s Vert(-e)s, en particulier Daniel Cohn-Bendit, chantre décomplexé du système dominant(1). Le collaborateur au magazine *Terre sauvage* squeeze sciemment l'analyse du parti allié du PS. Il réserve essentiellement ses piques implacables à quatre des principales associations environnementalistes, coupables, selon lui, d'arrangements, voire de franches complicités, avec les saccageurs des écosystèmes. Il pointe les compromissions de la Fondation Hulot, du World Wide Fund for Nature, de France Nature Environnement et de Greenpeace France à l'occasion du Grenelle de l'Environnement, initié, le 21 mai 2007 par Nicolas Sarkozy et Jean-Louis Borloo.

Comment acquiescer à cette «*pièce bouffonne*» maquillée en une étape capitale vers une «*réelle démocratie écologique*», alors que ses régisseurs avaient sciemment occulté, lors des diverses tables rondes, des questions aussi peu anodines que le nucléaire, l'eau ou la sauvegarde des espèces menacées d'extinction? Les «*écologistes officiels*», dont les pratiques privilégient désormais les discussions polies (sans résultats vraiment probants) avec les entrepreneurs et l'État à l'intransigeance des combats militants, cautionnent «*l'habillage peinturluré d'une société qui ne veut évidemment pas changer d'un iota*». Mais ils jurent de la pureté de leurs intentions comme de leur indépendance… Fabrice Nicolino présente quelques personnages-clés qui ont influé sur les dérives progressives de mouvements censés alarmer l'opinion publique sur les gravissimes dangers qu'encourt l'humanité. Nonobstant un optimisme plutôt modéré, il continue de rêver, à l'instar de tant d'autres bipèdes, d'une «*insurrection de l'esprit qui mettrait sens dessus dessous les priorités de notre monde malade*».

Éditions Les liens qui libèrent, Paris, mars 2011, 303 pages, 20,50 euros.

(1) Je vous recommande chaudement l'essai de Paul Ariès et de Florence Leray, «Cohn-Bendit, l'imposture» (Éditions Max Milo à Paris, février 2010, 191 pages, 17 €). Le dimanche 29 mai, dans le cadre d'une consultation interne, la motion de l'ex-«enragé» soixante-huitard n'a recueilli que 26,6% des suffrages contre 50,3% pour celle défendue par Cécile Duflot.

René HAMM

DSK - Arme de Réussite Socialo – pulvérisée !

Propulsé par Sarko au FMI, il côtoyait les maîtres du monde et l'on saluait son savoir faire. Matois, un brin bonasse, le sourire cajoleur, il avait l'argent et pensait posséder la puissance suffisante pour se permettre toutes ses frasques. Attendu par toute une partie de la classe dominante en France pour administrer aux classes populaires la purge FMIste, dominateur, il ne doutait pas : «Il n'y a pas de mesure difficile qui ne puisse être acceptée par les populations». «Là où il a fallu tailler durement dans les dépenses ... les nouveaux programmes du FMI ont été bien acceptés». Mais, peut-on soumettre aussi facilement les peuples que les «soubrettes» ? On le savait suffisant mais pas répugnant. N'était-il qu'un mufle drapé dans de bonnes manières ? En tout état de cause, pour une érection mal maîtrisée, il est exclu des élections. Par absence de préliminaires, il est exclu des primaires.

Pour ceux qui auraient manqué certains épisodes au cours desquels ce mythe politique, construit par les médias de connivence, a fondu au soleil de ses avanies lubriques, rappelons certains faits significatifs[1] sans tomber dans l'énumération scabreuse révélée par la police newyorkaise. Car, en définitive, l'intérêt est d'insister sur les révélations qui montrent à quel monde réel, et non supposé socialiste, cet homme «hors du commun» appartenait, ainsi que le traumatisme de caste qu'elles ont engendré, éclaboussant toute la classe dominante, rejetée qu'elle est déjà par toutes les affaires qui minent sa prétendue respectabilité.

Quand la réalité sordide dépasse la fiction

Le 13 mai, le grand prédateur des peuples, lui qui disposait d'un logement de fonction à Washington, s'installe dans la luxueuse suite du Sofitel à New York, à 3 000 dollars la nuit. La veille, il avait pris le soin, égratigné qu'il était dans son image, d'assigner devant le TGI de Paris, ces journaleux qui avaient osé mettre en cause son train de vie fastueux, ses costumes chics et très chers, et publier la photo où goguenard, il paradait devant la superbe Porsche de son employé conseiller en communication. Ça faisait tache pour se préparer à représenter le populo ! Sans revenir sur les événements du lendemain matin, viol ou non, ils suggèrent que, pour ce grand féodal, le droit de cuissage sur les soubrettes de passage, ça ne se discute pas, surtout lorsque l'ambition est démesurée, la position sociale bien assise, la soif de jouissance immédiate … à portée de mains. Il n'était pas concevable qu'il soit arrêté comme un vulgaire malfrat, n'avait-il pas en toute assurance téléphoné à l'hôtel pour récupérer ses portables oubliés dans sa précipitation ?

Malgré sa promesse d'une caution d'un million de dollars, il n'a pu être libéré. Confondant ! Conduit gratuitement à la prison de Rickers Island, au milieu de 14 000 détenus, il eut droit tout de même à une cellule personnelle de 12 m^2, fraîchement rafraîchie, alors que les autres détenus s'entassaient à 30, 40 dans des «chambres collectives». Bon, ce n'était pas Guantanamo où l'on emprisonnait, où l'on tentait d'obtenir des aveux sous la torture mais … quand même, le réveiller, lui, par crainte qu'il ne se suicide, toutes les 15 minutes pendant 4 jours et 4 nuits, après lui avoir ôté son beau costume et sa montre Cartier à 35 000 dollars ! Et le calvaire se poursuivit lorsqu'on lui octroya la possibilité de disposer d'une prison dorée privée, après qu'il eut versé 1 million de dollars de caution et 5 millions de garantie sur la belle demeure qu'il possède dans ce grand pays de la liberté ! Il était devenu un pestiféré, personne ne voulait le côtoyer, même dans le quartier chic de la finance. Là, Anne avait su dénicher un superbe appartement, disposant d'une piscine et d'une salle de fitness, à 14 000 dollars par mois. Las, il dut se rabattre dans un lieu d'hébergement provisoire mis à sa disposition sonnante et trébuchante par la société de sécurité chargée de le surveiller, pour la bagatelle de 200 000 dollars par mois. Enfin, cette rocambolesque pérégrination s'acheva dans un immeuble à plusieurs étages pour lui seul …

L'accusé allait pouvoir enfin, se défendre et déployer ses moyens : les meilleurs avocats furent choisis (on ne connaît pas leurs honoraires) et pour mieux détruire la partie adverse, le recours à une société de détectives privés s'imposa: la Guide Post Solutions spécialisée dans l'espionnage et le contre espionnage. Ne chipotons pas sur le coût: 700 dollars de l'heure par enquêteur, soit à raison de 8 heures par jour, pour 4 fouineurs, et pendant 4 mois, la rondelette somme de 500 000 dollars, hors frais de déplacement et d'hébergement, pour tenter de pulvériser la partie adverse avec de l'ADM, Argent de Destruction Massif. Dire que ce prévenu s'était, par le titre de son livre prémonitoire «*La flamme ou la cendre*» tracé un destin, le «*bûcher des vanités*»[2]. Comme politicien hors pair, il est désormais grillé, complètement carbonisé.

Des réactions de caste outragée

Que d'espoirs envolés pour la caste qui le soutenait, persuadée qu'elle était, que leur champion allait les conduire aux sommets de l'Etat. Le florilège des réactions des barons du Parti solférinesque, de son entourage et des médias complaisants, est éclairant. Que

ce produit politique porté au pinacle sondagier se voit brutalement transformé en marchandise faisandée, un présumé délinquant sexuel, cela leur était inconcevable ! La vente auprès des électeurs daubés semblait assurée, les grands élus du PS et autres barons se voyaient déjà ministres, d'autant qu'après le pacte Aubry/DSK, les primaires pour gogos étaient ficelées ; on s'apprêtait même à recevoir des dons des plus fortunés par l'intermédiaire du nouveau Parti créé en catimini pour l'occasion. Que vont devenir, et le RSD (Rassemblement pour la Solidarité et la Démocratie) dont le Président est DSK, et toute cette opération de marketing DSK, qui gagnait, de jour en jour, des parts de marché électorales. Patatras !

Et ce fut l'hallali de l'indignation : «*Ce qui vient d'arriver à Dominique touche toute la Gauche*» (Emmanuelli et Fabius) et pas la victime …. «*C'est une nouvelle affaire Dreyfus*» (Chevènement), d'ailleurs n'exagérons rien «*il n'y a pas eu mort d'homme*» (Jack Lang, ce proclamé féministe). On assiste à «*un meurtre médiatique»* (Badinter). L'immonde mandarin guerrier BHL, de bombarder la victime, «*elle a fait semblant*». Enfin, tous se déclarèrent «*choqués», «déboussolés», «assommés*», «*attristés*» que l'on puisse s'en prendre ainsi à leur ami. Leur impudence misogyne n'étant plus à démontrer, certains agitèrent, comme Cambadélis, la thèse du complot et d'autres de déclarer «*C'est notre 11 septembre à nous*». Pourtant, que l'on sache, il n'y eut pas 3 000 morts parmi les membres du PS ? Ceux-là devaient être des lecteurs assidus de la prose de Moscovici : «*La défaite interdite*», où l'on peut lire que le PS est «*dans l'obligation de muter»* (encore plus à Droite), sinon il est menacé de «*régression voire de disparition*». ***«2012, c'est la dernière station avant le désert».*** Ah ! Comme on aimerait croire à cette dépollution du paysage politique ! Mais, il y a Hollande, seul à ne pas perdre le Nord … se proclamant «*candidat normal*», laissant supposer que tous les autres relèvent de cas pathologiques … anormaux ou monstrueux ? Lui, fait le grand écart avec, d'un côté, Mme Chirac pour les petits vieux de Droite, de l'autre, son régime amaigrissant pour séduire les jeunes, un programme DSK bis et pour faire populaire, un tour en vespa, une photo dans Paris Match et l'affirmation qu'il veut convaincre Mme Dugenou qu'il est le bon candidat pour la bonne gouvernance, celui qui va «*apaiser, réconcilier, réunir*». Ce paltoquet ridicule a l'air d'un clown … non ? Face à la nouvelle cacophonie qui s'annonce, nombre de prétendants à des postes ministériels à venir de s'écrier : attention à la guerre entre féodalités et baronnies, l'unité de façade est à préserver, pas de petits meurtres entre amis. La solution : plurielle. Les primaires : «*à supprimer*» ou «*a minima*», ou encore «*de confirmation*», en tout état de cause «*positives*», car le marketing du PS ne doit pas en être troublé. Sans tarder, il faut faire son «*deuil*» de Dominique, réécrire un scénario crédible de démocratie apaisée pour satisfaire les «*envies*», «*envies que la Gauche gagne*».

Las, au même moment, les amis pisse-copie médiatiques en rajoutaient, de *Marianne* au *Nouvel Observateur* en passant par *Libération,* c'était un concert d'indignation : «*Cet homme qui a rendu de grands services aurait dû être protégé contre lui-même»* (au bromure ?), le régime de détention imposé, «*c'est une atteinte aux Droits de l'Homme*» dans le pays de la liberté qu'ils adulaient, et Jean François Kahn ne faisant pas dans la dentelle, de clamer «*il n'y a pas eu viol, c'est un simple troussage domestique*». Quant à l'hebdomadaire *le Point*, s'offusquant, il versait dans le racisme mondain «*Qu'un prestigieux français soit traîné au Tribunal de New York, piteux, mal rasé et toujours menotté, pas mieux traité que les malfrats de couleur avant et après lui*», c'était inconcevable. Peut-être eût-il mieux fallu, pour la décence, qu'il ne soit entouré que d'escrocs blancs de peau ! On n'ose croire que cette petite clique de journaleux, agrippés à leur sinécure, aient cette bassesse de prébendiers dont le «*désir d'avenir*» reposait sur l'ascension de DSK. Certes, nombre d'entre eux gravitaient autour de Sinclair, future 1ère dame, et de son cercle : les Alain Minc, BHL, Badinter, le clan strausskahnien, les grands barons PS …, tout persuadés qu'ils étaient, que les Français, bonne pâte modelable, allaient échanger un bling bling bonapartiste tonitruant contre un bling bling Gauche caviar à l'œil matois qui «*chaque matin se demandait ce qu'il allait faire en faveur d'Israël».*

Le pire fut toutefois évité : le dérapage incontrôlé des communicants de la même agence de communication qu'employait DSK, ceux qui avaient programmé la campagne de pub de la Citroën DS4[(3)], celle qui aurait permis au populo d'être plié en quatre. Cette pénétration sur le marché au nom du «*pouvoir de dire NON à ses pulsions*» a été brutalement répudiée et l'un des publicitaires responsable interrogé de se rassurer de sa force de vente grandguignolesque : «*elle n'est pas noire, elle n'est pas décapotable, elle ne suce pas beaucoup*». Culotté non ? Comme la duchesse d'Aumale[(4)] voyant défiler de fiers soldats, nous pourrions nous exclamer : «*Ah ! ces zouaves-là, avec leurs grandes culottes bouffantes, on ne peut jamais savoir à quoi ils pensent*».

Citroën fait fort :

- ils ont fait la DS3 en alu,
- ils ont fait la DS4 en titane,
- ils sont entrain de faire la DS5 en carbone,
et ils vont faire la DSK en tôle !

Et puis, il y eut encore ce sondage bidonné pour nous faire croire que 57% des Français regrettaient le grand homme tombé dans la mare de ses avanies. C'est qu'il ne fallait pas toucher à sa représentation de grand FMIste.

Le détrousseur des peuples, un éminent savoir-faire

Au-delà du personnage peu reluisant, malgré ses mines de grand sultan, il faut en effet sauver l'essentiel, la marque du FMI et son directeur. Alors, la fable du grand économiste, celui qui a redressé cette institution en perdition doit être préservée : c'était néanmoins un grand humaniste, sauveur des Etats en faillite. A titre d'illustration de cette propagande mensongère, on peut citer la clameur de classe du sociologue de cour, Michel Fize. «*C'est inadmissible de traiter un homme de la sorte*», «*c'était tout de même le Directeur du*

FMI», «*une des personnes avec responsabilités éminentes qui ont rendu des services à leur nation et au monde*». «*Elles ont droit à certains égards, à une certaine considération»* et de geindre «*DSK n'est pas traité respectueusement*». Derrière l'icône fabriquée par les médias et les pseudos penseurs serviles, la réalité est toute autre.

Lorsque DSK prend ses fonctions au FMI, cette institution est haïe par les pays du Sud. Les politiques d'austérité draconiennes imposées ont vacciné nombre de gouvernements du Sud face à la colère de leurs peuples. Ils ne veulent plus devoir recourir aux emprunts et aux diktats spoliateurs du FMI. Du coup, les recettes qui proviennent des intérêts d'emprunts s'effondrent, les pays souscripteurs se désengagent. **Le FMI accuse un déficit de 100 millions de dollars**. La tâche de DSK se résume à dégraisser les effectifs et à vendre les 300 tonnes d'or en stock pour maintenir vaille que vaille, cette administration honnie.

Six mois plus tard, survient l'effondrement de la banque Lehman Brothers, la crise financière s'étend au monde entier et touche plus particulièrement l'Europe. Le G 20 triple alors les moyens d'intervention du FMI qui passent de 250 à 750 milliards de dollars. **Le FMI, crise oblige, est remis en selle et redevient le prêteur en dernier ressort des Etats endettés**. Les maîtres du monde qu'il côtoie, assignent à DSK la tâche de sauver les créanciers. Le **credo,** c'est : pas question de restructurer la dette (renégocier la durée des remboursements, baisser les taux d'intérêts spéculatifs) encore moins de l'abroger. **Le credo de DSK**, c'est : je vous prête pour que vous puissiez honorer les créances des banquiers. Sa mission de séduction consiste à plaire aux marchés et à psalmodier **qu'il n'y a pas d'autre alternative que de faire payer les peuples.** Les prouesses économiques de DSK se résument à celles de VRP des plans dits de rigueur. Il s'agit de s'assurer, également, que gouvernements de Droite ou de Gauche ne faillissent pas à leur tâche de scruter à coup de sondages leurs opinions pour mieux les travailler, les formater, les manipuler pour leur faire admettre qu'ils font tout pour les sauver, pour mieux les détrousser.

Résultat : en 2 ans, **en Europe**, c'est **30 millions de chômeurs en plus** (Espagne : le taux passe de 9 à 21%, plus de 50% pour les jeunes de 25 ans). Et le FMI de préconiser la baisse des revenus, l'augmentation de la précarité (en novlangue : flexibiliser, fluidifier le marché du travail), le recul de l'âge de départ à la retraite (67 ans en Espagne), le gel des pensions, l'augmentation de la TVA, les privatisations, fermetures de services publics, la diminution des prestations sociales, l'arrêt des recrutements de fonctionnaires. En Grèce, là où il y avait déjà un manque cruel de personnels qualifiés dans les services sociaux, médicaux ou scolaires, l'avenir semble plombé.

Si DSK fut si facilement parachuté au FMI, c'est que l'homme avait fait ses preuves au service du capital et su montrer son éminent savoir-faire pour duper l'opinion. Impossible ici de **retracer tous ses exploits**. Il suffit d'en rappeler quelques-uns dont la plupart se confondent avec **ceux du gouvernement Jospin**[5].

En février 1993, Ministre de l'Industrie sous le gouvernement Cresson/Mitterrand, il pressent que la Gauche va perdre les élections. Il appelle ses amis du CAC 40, les PdG de L'Oréal, Schneider, Péchiney, Renault, Lafarge, Usinor, Total … en tout, 35 patrons. Chacun d'eux lui verse 200 000 F pour son *Cercle de l'Industrie*. Sa mission : défendre les intérêts de ses amis à Bruxelles. Dès septembre 1993, tous les 2 mois, ce sont au moins 20 PdG qui, autour de DSK, sont mis en présence de commissaires européens. L'une de ses victoires : avoir pu repousser la création de la taxe carbone. Au dire de Raymond Levy (PdG de Renault à l'époque), cet entremetteur était choyé «*on lui payait ses frais de secrétariat, de chauffeur, de téléphone et via les comptes secrets d'Elf, la prise en charge de sa collaboratrice*». Mais l'homme voit plus grand, il crée sa petite entreprise «*DSK consultant*». Sa femme, sa mère, sa fille, sa sœur, toutes figurent dans le capital de sa société anonyme. Il délivre, dès lors, des conseils sonnants et trébuchants à ses amis patrons : 2 millions F pour Alcatel, 1.5 million pour EDF, 600 000 pour la COGEMA, 500 000 pour la SOFRES, 603 000 pour la MNEF. Accusé de détournement de fonds de cette mutuelle étudiante, la justice clémente le blanchit de tout soupçon. Malgré le contrat antidaté, le faux et usage de faux n'est pas retenu. Devenu ainsi avocat d'affaires, à **300 000 € d'honoraires par an** en moyenne, il est tout **naturellement l'un des secrétaire national du PS.**

En 1997, dans le gouvernement Jospin, il est Ministre de l'économie et des finances et, vu ses relations d'affaires avec ses amis patrons, il accumule les conflits d'intérêt, mais **la Gauche vertueuse et morale n'y trouve rien à redire**. Il va déployer à ce poste tout son savoir faire les banques publiques sont toutes privatisées, le GAN, le CIC, la Marseillaise de crédit, le Crédit Lyonnais, la Caisse d'Epargne. De même, les secteurs stratégiques, France Télécom, Thomson CSF, Air France … pour Airbus, il fait fort. Cette entreprise est confiée à MATRA qui bénéficie, dans le rachat des actions, d'une ristourne évaluée à 4 milliards F, l'Etat, disposant encore de 15 % des actions, est interdit de gestion … pas d'administrateur, pas de droit de regard, c'est les yeux doux aux actionnaires ! **DSK,** c'est lui encore qui **introduit en France les stocks options** et pour mieux gaver ses amis, il **en allège la fiscalité** (26% au lieu de 40%).

L'énumération des services rendus serait trop fastidieuse, signalons plutôt, pour clore la description du personnage bien coté à la Bourse des hommes de main du capital, son éminent savoir-faire, car l'homme a la langue de bois bien affûtée pour enfumer l'opinion sidérée. En novlangue DSK, les stocks-options ne sont que des «*bons de souscription de parts de créateurs d'entreprises*». Les privatisations des banques ne consistent qu'à «*remettre sur les rails le secteur financier*». Privatiser EDF, c'est inscrire «*pour tous le droit à l'énergie*» par «*l'ouverture du marché de l'électricité*». Privatiser la Caisse d'Epargne, c'est «*lutter contre l'exclusion bancaire*» et «*faire de l'Ecureuil une vraie banque de développement durable»*. Que de couleuvres ! Mais il n'était plus aux commandes de l'Etat lorsque cette banque, après avoir dans l'euphorie créé sa filiale spéculative (Natixis), s'est lancée dans des opérations hasardeuses qui, la crise venue, se sont effondrées durablement, accusant 10 milliards de pertes qui seront épongées par les contribuables.

Encore une remarque sur le personnage, bien en cours à Droite comme à Gauche. Celui qui ne fut nullement inquiété pour dissimulation de

preuves dans l'affaire de la cassette Mery, qu'un avocat lui avait confiée, mettant en cause les financements occultes du RPR et Chirac en première ligne. La cassette, il reconnaissait l'avoir détenue, mais il ne savait plus où il l'avait entreposée. Et il fallait le croire, il était ministre, et la justice, clémente, de ne rien vouloir savoir.

Rendre la honte plus honteuse» (Karl Marx)

L'affaire DSK est emblématique, en ce sens où elle révèle la réalité des dominations raciste et sexiste. Les puissants se croient tout permis, intouchables, d'autant qu'ils entendent donner une image inversée d'eux-mêmes : irréprochables, compétents et dévoués à la cause publique, et ce, pour mieux assurer leur emprise sur les classes populaires qui, certes, ne sont pas exemptes des travers induits par l'idéologie dominante. Lorsque le masque tombe, ces personnages dévoilent leurs réflexes de classe et de caste : comment une «pauvre boniche», noire de surcroît, venue du fin fond de l'Afrique, ose-t-elle s'en prendre au grand dignitaire d'une institution internationale ? Il faut l'écraser, détruire son témoignage et tenter de prouver qu'elle est une menteuse, une racoleuse consentante qui n'adopte cette posture de témoignage que pour mieux plumer un illustre personnage qui s'est laissé piéger. Telle va être la ligne de défense de classe du prédateur. Ses limiers grassement payés, vont s'évertuer à fouiller dans la vie de cette femme d'origine guinéenne, pour instiller le doute sur sa probité.

Les épisodes à venir démontreront certainement, contrairement aux apparences, que le système judiciaire états-unien est bien loin de protéger les faibles. Il faudra y revenir.

En tout état de cause, les politiciens de la fausse Gauche, comme ceux de la vraie Droite, sont ébranlés, **leurs turpitudes jetées en pâture aiguisent leur concurrence dans la campagne présidentielle** qui s'annonce. Le clan de la Marine, qui n'est guère un parangon de vertu, n'a nul besoin de détectives privés pour aller fouiller dans les poubelles des salons parisiens, la soupe putride lui est servie à peu de frais car l'omerta semble provisoirement brisée.

Tsarko n'a guère eu le temps de se réjouir de l'effondrement du champion du PS. Certes, l'Elysée savait tout sur la «*terreur des sommiers*» et avait accumulé les informations graveleuses prêtes à être distillées au bon moment. Cependant, ouvrir cette boîte de Pandore est toujours risqué d'autant que faits de corruption et de malversation abondent. Vite, il a fallu exfiltrer au FMI, Lagarde, qui s'était pris les pieds dans le Tapie, en lui octroyant sur ordre, par sentence arbitrale toute arbitraire, la coquette somme de 380 millions d'euros pris dans les poches des contribuables. Il y avait déjà les affaires Christian Blanc, Joyandet, Woerth/Bettencourt, MAM et maintenant le petit Tron, le masseur lubrique des petits pieds, et Ferry qui fait des siennes en se répandant sur des ministres prétendument pédophiles, ce pseudo philosophe qui n'enseigne pas mais encaisse néanmoins une indue rémunération. Comment faire oublier la nuit au Fouquet's et le yacht de Bolloré ?

Il faudra revenir sur toutes ces affaires, non seulement pour mettre au pilori ces matamores vantards qui se comportent en soudards, mais surtout pour souligner que, pour en finir avec eux, **ce sont les rapports sociaux d'exploitation et de domination qu'il faut changer,** en commençant, pour ce qui les concerne, par rendre la honte plus honteuse.

Gérard Deneux Le 11 juin 2011

(1) Les données factuelles et les citations sont toutes issues de la presse des dernières semaines, en particulier le Monde et le Canard Enchaîné.

(2) Titre du roman américain de Tom Wolfe (livre de poche). C'est l'histoire d'un financier de Wall Street, maître de l'univers, qui renverse avec sa rutilante Mercedes, un jeune étudiant noir dans le Bronx, nie, est inculpé …

(3) Révélation du Canard Enchaîné. Les phrases entre guillemets sont celles de l'interview de l'agence de pub de la DS4.

(4) Epouse d'Henri d'Orléans (1822-1897).

(5) Les données qui suivent sont issues de « Histoire secrète du patronat » sous la direction de Benoît Collombat et David Servenay (Editions la Découverte).

Depuis de nombreuses années, les éditos d'ACC et d'AL sont publiés dans les deux revues, avec un léger décalage dans le temps, parfois, quand les dates de nos parutions respectives ne correspondent pas. Nous publions ci-dessous l'édito du numéro 207 (juin 2011) d' ***"Alternative Libertaire"***.

En kiosque, cette revue coûte 2 euros au numéro. Elle est aussi est disponible par abonnement : 20 euros pour un an (11 numéros) à adresser à ***"Alternative libertaire"*** BP 295 75921 PARIS cedex 19.

Racisme d'Etat

Il ne se passe pas une semaine sans que le Ministre de l'intérieur, Claude Guéant, ne lâche un « bon mot » digne du meilleur Le Pen. Cette fois il jette en pâture les enfants d'immigrés, responsables selon lui des mauvais résultats scolaires de l'éducation nationale. C'est gros. C'est même énorme. Mais ça passe. Tout comme passe le fait qu'un ministre soit condamné par la justice de son pays pour « injure raciale ». Sans bien sûr, qu'il ne songe un seul instant à la démission.

De plus en plus décomplexés, les discours xénophobes au plus haut sommet de l'Etat, distillés à doses de moins en moins homéopathiques, fabriquent du racisme à la chaine en insinuant que les « étrangers » (ou amalgamés comme tels) sont décidément la cause de tout les maux. Si le FN n'avait pas déjà déclaré que «trois millions de chômeurs, c'est trois millions d'immigrés en trop», gageons que Guéant aurait été capable de plagier l'arithmétique nazie sans sourciller. Nous vivons une sale époque. Des «sauvageons» de Chevènement au « nettoyage au Kärcher » de Sarkozy, des charters aux camps de rétention, plus de trente années de politique anti-immigrés font le lit du fascisme… et au carré s'il vous plaît !

En face, les grèves de travailleurs et travailleuses sans-papiers, les actions du Réseau éducation sans frontières ou les démonstrations de rue antiracistes comme celle du 4 septembre dernier ou très récemment celle du 28 mai dessinent une riposte possible. Encore faut-il l'inscrire plus fortement et plus massivement dans la durée, aux cœurs des quartiers, des bahuts et des entreprises.

AL, fin mai 2011

Dettes publiques : passons à l'offensive !

Le caractère aberrant et destructeur du capitalisme se manifeste aujourd'hui par un emballement quasi généralisé des dettes publiques. Nous avons abordé plusieurs fois le sujet dans nos précédents numéros (qui seront fournis gratuitement à tout nouvel abonné). Nous l'évoquons à nouveau. Nous l'aborderons encore dans nos prochaines livraisons, notamment cet été où nous continuerons de paraître sans interruption.

Comment faire connaître ce dispositif délirant mis en place par quelques uns pour s'accaparer les richesses créées par le travail de tous ? L'épisode grec, qui suscite résistance et luttes va-t-il permettre de rendre plus visible les causes et les responsables des dégâts occasionnés ? Ce n'est pas sûr, car le tabou qui entoure la notion de dette -une dette ça se rembourse jusqu'au dernier sous quand on est honnête, mon bon monsieur–, est extrêmement puissant et paralysant. La difficulté de convaincre ne sera pas moins forte que sur le problème des retraites où on n'a guère réussi à contrer les balivernes libérales. Ah, si on pouvait imposer un autre vocabulaire du genre : «pompe à fric pour riches» ou ... ? Faites preuve d'imagination, cher lecteur, pour fomenter d'autres termes ! Même si ce n'est que dans les luttes que l'on pourra tenter de populariser une expression qui décrirait mieux la réalité, pour mieux la subvertir...

Mais ces luttes, vont-elles s'engager ? Vont-elles pouvoir dépasser le stade de l'indignation et de l'incantation ? Vont-elles pouvoir s'ancrer dans la réalité et s'inscrire dans la durée en se fixant des objectifs concrets et accessibles ? Une chose est sûre en tout cas : sans luttes ni résistance cette mécanique infernale générée par le Capital nous mène au désastre : «On est en train de nous tondre avant de nous mener à l'abattoir», pour reprendre une formule imaginée par les Solidaires, seule organisation syndicale, avec la CNT, qui prennent pour l'instant ouvertement en compte dans leurs analyses l'importance des dettes publiques.

Dans les autres organisations, et à la base, le problème de fond est pour l'essentiel méconnu ou occulté. Il suffit de lire les très nombreux communiqués parus dans les bagarres contre les suppressions de postes et de classes dans l'Education. On y évoque pudiquement le refus « d'une logique comptable ». C'est si timide et si confus qu'on pourrait croire que l'équipe du collège A se sentira « victorieuse » si les autorités lui concèdent le rétablissement d'un poste piqué au lycée B qui se sera moins mobilisé. C'est en effet la seule «victoire» que l'on peut espérer si le remboursement de la dette n'est pas mis en cause.

Bien des obstacles rendront la mobilisation délicate. Ainsi les élections présidentielles et législatives qui domineront, pendant plusieurs mois, ce que certains osent appeler «notre vie politique» : il sera en effet plus confortable de s'en remettre à un candidat que de s'engager dans des actions contre les dettes publiques. D'autant que certains candidats auront sur le sujet un discours pertinent et percutant... Comment échapper alors à un attentisme électoral et institutionnel mortifère ? En créant des collectifs polyvalents, peut-être. Où il faudra à la fois se battre contre la dette et en faveur du vote nul. Où il vaudrait mieux aussi être capable de fabriquer et diffuser un organe d'information, voire de monter une caisse de grève en prévision de l'affrontement majeur en l'absence duquel rien ne sera possible... Bon, arrêtons là une énumération qui pourrait être décourageante. Pour nous en tenir à une formule classique, plus optimiste : «une dynamique sociale pré révolutionnaire est toujours possible»... D'autant que, compte tenu du contexte international, la formule a une probabilité de réalisation plus forte qu'il y a quelques mois !

Dans l'immédiat, nous nous contentons de publier ici (pages 12 à 16) quelques analyses, données et propositions qui proviennent presque toutes, directement ou indirectement, du CADTM qui a déjà effectué, en plus de vingt ans, un travail remarquable sur les dettes publiques. Ce travail a d'abord porté pendant longtemps sur les dettes du tiers monde. Aujourd'hui, l'étude, les revendications et les propositions d'action concernent aussi les pays dits développés. Vous trouverez tous les détails sur le site du CADTM (www.cadtm.org), d'une lecture passionnante.

Nous reprenons ci-contre de courts extraits d'un texte d'Eric Toussaint, docteur en sciences politiques, président du CADTM Belgique (CADTM 345 avenue de l'Observatoire 4000 LIEGE – Belgique. Tél. 0032 (0)4 226 62 85). Le problème des dettes publiques y est replacé dans son contexte et conduit à énumérer des revendications larges dont la satisfaction n'est envisageable qu'à l'occasion d'un affrontement majeur avec les possédants.

Huit propositions urgentes pour une autre Europe

(par Eric Toussaint)

La crise secoue l'Union européenne jusque dans ses fondations. Pour plusieurs pays, le nœud coulant de la dette publique s'est refermé sur eux et ils sont pris à la gorge par les marchés financiers. Avec la complicité active des gouvernements en place, de la Commission européenne, de la Banque centrale européenne et du FMI, les institutions financières à l'origine de la crise s'enrichissent et spéculent sur les dettes des États. Le patronat profite de la situation pour lancer une offensive brutale contre une série de droits économiques et sociaux de la majorité de la population. (…)

Il faut construire un front anticrise, tant à l'échelle européenne que localement, afin de réunir les énergies pour créer un rapport de force favorable à la mise en pratique de solutions radicales centrées sur la justice sociale et climatique. Dès août 2010, le CADTM a formulé huit propositions concernant la crise actuelle en Europe. L'élément central est la nécessité de procéder à l'annulation de la partie illégitime de la dette publique. Pour y parvenir, le CADTM recommande la réalisation d'un audit de la dette publique effectué sous contrôle citoyen. (...)

La réduction radicale de la dette publique est une condition nécessaire mais pas suffisante pour sortir les pays de l'Union européenne de la crise. Il faut la compléter par toute une série de mesures de grande ampleur dans différents domaines.

1. Réaliser un audit de la dette publique afin d'annuler la partie illégitime.

Une partie importante de la dette publique des États de l'Union européenne est illégitime car elle résulte d'une politique délibérée de gouvernements qui ont décidé de privilégier systématiquement une classe sociale, la classe capitaliste, et d'autres couches favorisées, au détriment du reste de la société. (...)

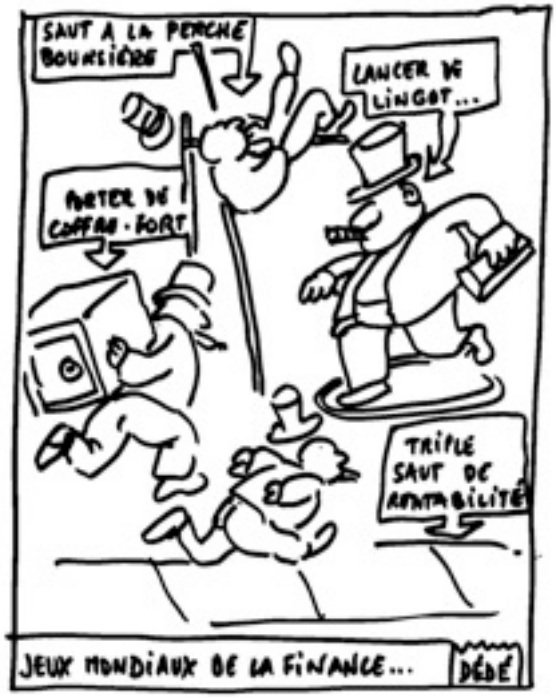
Dans des pays comme la Grèce, la Hongrie, la Lettonie, la Roumanie ou l'Irlande, les prêts accordés par le FMI ont été assortis de conditions qui constituent une violation des droits économiques et sociaux des populations. Fait aggravant, ces conditions favorisent une fois de plus les banquiers et les autres institutions financières. (…) La tendance du pouvoir exécutif à transformer l'organe législatif en une chambre d'enregistrement se renforce.

Dans ce contexte extrêmement inquiétant, sachant qu'une série d'États sera tôt ou tard confrontée à un risque concret de défaut de paiement par manque de liquidités et que le remboursement d'une dette illégitime est par principe inacceptable, il convient de se prononcer clairement pour une annulation des dettes illégitimes. Annulation dont le coût doit être supporté par les coupables de la crise, à savoir les institutions financières privées. (…). Il est important de dresser un cadastre des détenteurs de titres afin d'indemniser parmi eux les citoyens et citoyennes à faibles et moyens revenus. (…)

2. Stopper les plans d'austérité, ils sont injustes et approfondissent la crise.

En accord avec les exigences du FMI, les gouvernements des pays européens ont fait le choix d'imposer à leurs peuples des politiques de stricte austérité, avec des coupes claires dans les dépenses publiques : licenciements dans la fonction publique, gel voire baisse des salaires des fonctionnaires, réduction de l'accès à certains services publics vitaux et de la protection sociale, recul de l'âge de l'accès à la retraite. (…) Les effets de la crise sont décuplés par des prétendus remèdes, qui visent surtout à protéger les intérêts des détenteurs de capitaux. En somme, les banquiers boivent, les peuples trinquent ! (...)

Parmi les populations les plus touchées, les femmes occupent le premier rang, car l'organisation actuelle de l'économie et de la société patriarcale fait peser sur elles les effets désastreux de la précarité, du travail partiel et sous-payé. Directement concernées par les dégradations des services publics sociaux, elles paient le prix fort. La lutte pour imposer une autre logique est indissociable de la lutte pour le respect absolu des droits des femmes.



Le CADTM vient de publier un ouvrage :

La dette ou la vie

En 2007-2008 éclate la crise la plus importante depuis celle de 1929. Les banques sont sauvées à coup de centaines de milliards de dollars et d'euros par les petits soldats du G20 aux ordres de la finance mondiale et les États financent ce sauvetage en appliquant au Nord l'équivalent des plans d'ajustement structurel de sinistre mémoire au Sud. Cet ouvrage analyse méticuleusement l'enchaînement des processus ayant submergé le Nord à cette occasion, des États-Unis à la Grèce, de l'Islande aux pays d'Europe de l'Est, du Japon à la zone euro, tout en examinant les conséquences pour le Sud.

Le bloc occidental bascule. La face de la planète entière s'en trouve durablement changée. Il reste deux catégories principales : la poignée de ceux qui profitent de ce capitalisme inique, et la grande majorité qui le subit. Cet ouvrage veut expliquer et apporter des alternatives radicales pour s'attaquer à cette logique dont nous ne voulons pas.

«La dette ou la vie», sous la direction de Damien Millet et Eric Toussaint du CADTM. 384 pages - 20 euros - Chèque à l'ordre du CADTM (CADTM, 17 rue de la Bate, 45150 JARGEAU, France france@cadtm.org)

3. Instaurer une véritable justice fiscale européenne et une juste redistribution des richesses. Interdire les transactions avec les paradis judiciaires et fiscaux. Lutter contre la fraude fiscale massive des grandes entreprises et des plus riches.

(…) Il s'agit également d'adopter une politique fiscale qui favorise la protection de l'environnement en taxant de manière dissuasive les industries polluantes.

(…) Il faut éradiquer ces gouffres noirs de la finance, des trafics criminels, de la corruption, de la délinquance en col et cravate.

4. Remettre au pas les marchés financiers, notamment par la création d'un registre des propriétaires de titres, par l'interdiction des ventes à découvert et de la spéculation dans une série de domaines. Créer une agence publique européenne de notation.

(...) La forte soumission des agences de notation aux milieux financiers nord-américains fait de ces agences de notation un acteur majeur au niveau international, dont la responsabilité dans le déclenchement et l'évolution des crises n'est pas assez mis en lumière par les médias. (...) La création d'une agence publique de notation est incontournable pour sortir de cette impasse.

5. Transférer sous contrôle citoyen les banques au secteur public.

Après des décennies de dérives financières et de privatisations, il est grand temps de faire passer le secteur du crédit dans le domaine public. Les États doivent retrouver leur capacité de contrôle et d'orientation de l'activité économique et financière. (…) Il faut exproprier sans indemnisation les banques pour les transférer au secteur public sous contrôle citoyen (…).

6. Socialiser les nombreuses entreprises et services privatisés depuis 1980.

Une caractéristique de ces trente dernières années a été la privatisation de nombre d'entreprises et services publics. Des banques au secteur industriel en passant par la poste, les télécommunications, l'énergie et les transports, les gouvernements ont livré au privé des pans entiers de l'économie, perdant au passage toute capacité de régulation de l'économie. Ces biens publics, issus du travail collectif, doivent revenir dans le domaine public. (...)

7. Réduire radicalement le temps de travail pour créer des emplois tout en augmentant les salaires et les retraites.

Répartir autrement les richesses est la meilleure réponse à la crise. (…) En augmentant les salaires, non seulement on permet aux populations de vivre dignement, mais on renforce aussi les moyens qui servent au financement de la protection sociale et des régimes de retraite.

(…) La réduction radicale du temps de travail offre aussi la possibilité de mettre en pratique un autre rythme de vie, une manière différente de vivre en société en s'éloignant du consumérisme (...). culturelle.

8. Refonder démocratiquement une autre Union européenne basée sur la solidarité.

(...)Il faut remplacer les actuels traités par de nouveaux dans le cadre d'un

véritable processus constituant démocratique afin d'aboutir à un pacte de solidarité des peuples pour l'emploi et l'écologie.

Il faut revoir complètement la politique monétaire ainsi que le statut et la pratique de la Banque centrale européenne. L'incapacité du pouvoir politique à imposer à la BCE de créer de la monnaie est un handicap très lourd. (…) la BCE doit pouvoir financer directement des États soucieux d'atteindre des objectifs sociaux et environnementaux qui intègrent parfaitement les besoins fondamentaux des populations.

(…) Une Europe basée sur la solidarité et la coopération doit permettre de tourner le dos à la concurrence et à la compétition, qui tirent « vers le bas ». (...) Une autre Europe, basée sur la coopération entre États et la solidarité entre les peuples, doit devenir l'objectif prioritaire. (…) Des politiques globales à l'échelle européenne, comprenant des investissements publics massifs pour la création d'emplois publics dans des domaines essentiels (des services de proximité aux énergies renouvelables, de la lutte contre le changement climatique aux secteurs sociaux de base), doivent s'imposer.

Cette autre Europe démocratisée doit, pour le CADTM, œuvrer pour imposer des principes non négociables : renforcement de la justice fiscale et sociale, choix tournés vers l'élévation du niveau et de la qualité de vie de ses habitants, désarmement et réduction radicale des dépenses militaires (y compris retrait des troupes européennes d'Afghanistan et départ de l'OTAN), choix énergétiques durables sans recours au nucléaire, refus des organismes génétiquement modifiés (OGM). Elle doit aussi résolument mettre fin à sa politique de forteresse assiégée envers les candidats à l'immigration, pour devenir un partenaire équitable et véritablement solidaire à l'égard des peuples du Sud de la planète.

L'audit des dettes publiques vu comme levier politique

Pour Yorgos Mitralias, qui anime le comité grec contre la dette et qui est membre du réseau international CADTM, l'audit d'une dette peut-être un formidable moyen de re-démocratisation en amenant ceux « d'en bas » à contester enfin les exactions désastreuses perpétrées par « ceux d'en haut ». Dans un texte intitulé «Face à la dette : l'appétit vient en auditant !...» - dont on reprend quelques extraits ci-dessous et dont on vous engage à lire l'intégralité sur le site du CADTM –, Mitralias préconise une union internationale pour l'audit des dettes publiques largement illégitimes. Il décrit à partir de l'expérience grecque ce que pourraient faire et ce que pourraient exiger des collectifs de base qui se constitueraient pour «auditer».

De tels collectifs vont-ils émerger partout en Europe ? Pourront-ils durer et créer un rapport de force qui mette en difficulté les possédants ? Et si déjà un collectif national se mettait en place pour, par exemple, décrire au jour le jour le montant et le profil des sommes que l'Etat, donc les contribuables, sacrifient pour le paiement de la dette ? Qui sait que le seul remboursement des intérêts correspond quasiment au budget de l'Education Nationale ? Une donnée comme celle-là, si elle était plus largement popularisée, serait-elle de nature à donner de nouvelles perspectives aux luttes pour sauver l'école ?...

(…) Le premier objectif d'un audit est de clarifier le passé, de démêler l'écheveau de la dette, fil par fil, jusqu'à reconstruire la pelote des enchaînements qui ont conduit à l'impasse actuelle. Qu'est devenu l'argent de tel emprunt, à quelles conditions cet emprunt a-t-il été conclu ? Combien d'intérêts ont été payés, à quel taux, quelle part du principal a déjà été remboursée ? Comment la dette a-t-elle enflé sans que cela profite au peuple ? Quels chemins ont suivi les capitaux ? A quoi ont-ils servi ? Quelle part a été détournée, par qui et comment ?

Et aussi : Qui a emprunté et au nom de qui ? Qui a prêté et quel a été son rôle ? Comment l'Etat s'est-il trouvé engagé, par quelle décision, prise à quel titre ? Comment des dettes privées sont-elles devenues «publiques» ? Qui a engagé des projets inadaptés, qui a poussé en ce sens, qui en a profité ? Des délits, voire des crimes, ont-ils été commis avec cet argent ? Pourquoi n'établit-on pas les responsabilités civiles, pénales et administratives ?

Il suffit d'avoir en tête ces interrogations pour comprendre combien énorme est le champ d'action d'un audit de la dette publique, qu'il n'a absolument rien à voir avec sa caricature qui le réduit à une simple vérification de chiffres faite par des comptables routiniers. (…)

Il s'agit là de besoins qui se réfèrent à des droits démocratiques tout à fait élémentaires, reconnus par le droit interna-

Les dettes illégitimes

Nous vous avons déjà parlé dans notre dernier numéro de cet ouvrage qui vient de paraître. Pour l'auteur, François Chesnais, *«la double revendication de moratoire et de l'audit» pourrait être prise en charge par «des comités du type de ceux qui sont nés lors de la campagne de 2005 contre le projet de traité constitutionnel européen ou, plus récemment, sur la question des retraites»*

Les dettes publiques seront une arme pour imposer de nouvelles et graves régressions. En effet, un document du FMI de novembre 2010 l'énonce sans détour : *«les pressions des marchés pourraient réussir là où les autres approches ont échoué»*. Comme le montre François Chesnais, économiste, militant et spécialiste reconnu de la globalisation financière et de ses effets, il faut prendre cet avertissement très au sérieux. Avec la crise financière, le piège de la dette publique se referme : l'impôt qui pèse principalement sur les revenus du travail assure le service de la dette et réalise, au-delà de toutes les espérances du capital, un transfert gigantesque de richesses vers les banques et les fonds de placement financiers aux dépens des salariés.

Aucun changement significatif de la répartition en faveur du travail ne pourra se faire sans toucher au service de la dette, donc à la dette elle-même. La taxation des profits et des hauts revenus ne suffira pas aussi longtemps que cette composante essentielle du pouvoir du capital n'aura pas été supprimée.

«Les dettes illégitimes» *– Quand les banques font main basse sur les politiques publiques*. François Chesnais, aux Editions Raisons d'Agir 160 pages - 8€

tional, bien que violés en permanence. Le droit de regard des citoyens sur les actes de ceux qui les gouvernent, de s'informer de tout ce qui concerne leur gestion, leurs objectifs et leurs motivations est intrinsèque à la démocratie elle-même puisqu'il émane du droit fondamental des citoyens d'exercer leur contrôle sur le pouvoir et de participer activement aux affaires communes. (...)

Ce besoin permanent de transparence dans les affaires publiques acquiert pourtant à l'époque du néolibéralisme le plus sauvage et de la corruption débridée –sans précédent dans l'histoire mondiale- une énorme importance supplémentaire : Il se transforme en un besoin social et politique tout à fait vital ! Et c'est exactement pour cette raison que la transparence en actes constitue un cauchemar et est exorcisée dans la pratique par les puissants du système, qui ne montrent la moindre envie de tolérer des témoins non invités à leur interminable festin néolibéral. (...)

Sans aucune hésitation, il suffirait de pratiquer les droits démocratiques «élémentaires», de fait extrêmement politiques, pour que l'audit de la dette publique acquière une dynamique socialement salutaire et politiquement presque subversive. Cependant, l'utilité profonde d'un audit (…) va beaucoup plus loin, puisqu'elle touche à des questions qualitativement supérieures et ouvre la voie à des processus qui pourraient s'avérer extrêmement dangereux pour le pouvoir établi et potentiellement libérateurs pour l'écrasante majorité des citoyens ! En effet, en exigeant d'ouvrir et d'auditer les livres de la dette publique, et encore mieux **en ouvrant et en auditant ces livres, le mouvement de l'audit citoyen ose « l'impensable » : il pénètre dans la zone interdite, dans le saint des saints du système capitaliste, là où, par définition, n'est toléré aucun intrus !**

En même temps, il se trouve confronté, directement et sans aucun intermédiaire, au système lui-même puisqu'**il lui conteste le plus essentiel de ses pouvoirs : la monopolisation du droit de décider**, de prendre les décisions sur les plus importantes questions financières, politiques, environnementales et sociales du pays ! (…) Il devient possible d'entrevoir, même confusément, un « autre monde possible » aux visées émancipatrices. (...)

L'outil permet de pénétrer loin à l'intérieur des champs clôturés du pouvoir capitaliste, de commettre le suprême «sacrilège» de contester la vache sacrée qu'est la propriété privée, en évaluant le montant, les circonstances, les effets et les bénéficiaires de l'endettement. Et ceci oblige de fait les mouvements sociaux, notamment les salariés et toutes les catégories d'opprimés, à élaborer leurs priorités alternatives sur la base de la satisfaction des besoins humains fondamentaux.(...)

C'est évident qu'un tel audit de la dette publique ne peut pas se réaliser sans la participation directe et active de « ceux d'en bas ». (…) Un tel mouvement radical pour l'audit de la dette ne peut pas se contenter d'être théorique. Pour qu'il devienne concret, il doit s'(auto)organiser à l'image de la société moderne elle-même. (…)

Transgression en actes de la légalité bourgeoise

Les collectifs d'audit ne s'ont qu'un moyen parmi d'autres pour contester la tyrannie du capital. En Grèce, le mouvement *«Je ne paye pas»*, a pris une grande ampleur. Il s'est constitué autour du refus de payer les tickets de péage exorbitants sur les autoroutes privatisées du pays. La grande nouveauté de ce mouvement très populaire et radical est qu'il ne se limite pas à la dénonciation passive des augmentations successives du prix des péages, mais qu'il pratique la désobéissance active de masse en forçant les barrières. Le mouvement *«Je ne paye pas»* est en train de s'étendre aux transports urbains de Thessalonique, au nord de la Grèce :

«Doivent être gratuits la santé et les transports, l'enseignement et l'électricité, le gaz et les crèches pour les salariés, les immigrés, les familles monoparentales, les retraités sans le sou, les chômeurs et les laissés pour compte de ce système inhumain. Oui, gratuits parce que ceci n'est pas un luxe extravagant mais un droit de 'ceux d'en bas' et un devoir de 'ceux d'en haut'».

Si l'appel ci-dessous devait tenir ses promesses, vous regretterez de ne pas y être allé !

Apparemment, on ne se contentera pas de s'indigner, puisque *«Il y aura une assemblée d'où partiront, à coup sûr, des projets de bouleversement pour le siècle qui vient.»* Comme les créanciers des dettes publiques font manifestement partie de cette *«oligarchie prédatrice»* ci-dessous dénoncée qui met la planète à sac, ils pourraient bien être dans le collimateur le 4 août à Eymoutiers. Et ailleurs, si d'autres initiatives de ce type voient le jour !...

Appel aux nuits du 4 août

des habitants d'Eymoutiers et du plateau de Millevaches aux ressortissants du reste du monde

Dans ce bourg du Limousin, sur cette vieille terre de résistances, nous avons décidé de fêter à notre manière l'abolition des privilèges que la Révolution française proclama, et qu'il nous reste à réaliser. Deux siècles et demi après la première nuit du 4 août, la mise à sac de la planète par une oligarchie prédatrice qui a remplacé les aristocraties d'antan, atteint un point de non-retour. Les gouvernements qui avaient renfloué la Banque aux dépens des peuples prétendent maintenant sacrifier les peuples pour satisfaire la Banque.

Mais, des révolutions arabes aux places occupées d'Espagne et d'Europe, des émeutes de Grèce à celles de Londres, des blocages français aux grèves chinoises, le rêve d'un monde plus libre, plus égalitaire et plus fraternel connaît une nouvelle jeunesse.

Du 4 au 6 août prochain, venus des quatre coins du monde, insurgés victorieux, musiciens, travailleurs en butte à l'exploitation, saltimbanques, chômeurs heureux, étudiants enragés, citoyens au bord de la crise de nerf, cinéastes, irradiés en furie, militants lassés de s'indigner ou radicaux mélancoliques, écrivains, habitants des campagnes et des banlieues, bloggeurs, tous peu soucieux de leur reconnaissance par la société existante, se retrouveront dans les rues du bourg d'Eymoutiers. Deux jours et deux nuits durant, il y aura des films, des interventions, des discussions, de l'ivresse, de la musique et des chants, l'inattendu au coin de la ruelle et les murs couverts d'expressions énigmatiques, un banquet et un bal populaire aussi. Il y aura sur cette nouvelle place Tahrir en zone rurale la même disposition à se rencontrer et à se parler que dans les rues de Tunis le 14 janvier dernier ou sur les piquets de blocage en France pendant le mouvement contre la réforme des retraites. Pour s'arracher ensemble au cours programmé de la catastrophe, et crier « Dégage! » à tout ce qui entend nous gouverner.

Il y aura à la fin une assemblée d'où partiront, à coup sûr, des projets de bouleversement pour le siècle qui vient.

Comme disait un graffiti de la Puerta del Sol : « L'impossible ne peut qu'advenir ! »

Nous vous attendons donc à Eymoutiers pour les Nuits du 4 août

Nuitsdu4aout@gmail.com

Dettes publiques : quelques données chiffrées

On ne mégote pas : l'unité de compte, ici, est le milliard de dollars. Les chiffres ci-dessous que vous retrouverez, commentés, sur le site du CADTM, correspondent à l'année 2009. Les choses ne se sont pas arrangées depuis. Les enjeux sont de taille puisque, par exemple, la dette totale interne et externe des administrations centrales des pays les plus industrialisés est de 32 000 milliards de dollars.

Le tableau qui suit montre que les pays industrialisés sont plus endettés que les pays en développement (PED). En effet, la somme des dettes publiques extérieures de tous les PED est à peine supérieure à la dette française. Et représente nettement moins de la moitié de celle des Etats-Unis. En position politique dominante, ces derniers peuvent néanmoins se permettre de donner des leçons...

	En Mds $
Dette extérieure publique de tous les PED	1 459
Dette extérieure publique de la France	1 200
Dette extérieure publique de l'Espagne	318
Dette extérieure publique de l'Afrique subsaharienne	130
Dette extérieure publique des Etats-Unis	3 500
Dette extérieure publique de l'Amérique latine	410
Dette extérieure publique de l'Asie du Sud et de l'Est	440

Le deuxième et le troisième tableau qui suivent, viennent confirmer qu'il y a deux poids deux mesures dans la dramatisation/médiatisation des problèmes et dans les sanctions qui ne sont pas graduées en fonction de la réalité des situations, comme on voudrait nous le faire croire :

Dette totale externe, (dette publique + dette privée) en pourcentage du PIB :

Amérique latine	22 %
Asie du Sud	21 %
dont Pakistan	29 %
Inde	19 %
Asie de l'Est + Pacifique	13 %
Irlande	979 %
Espagne	169 %
Portugal	233 %
Grèce	168 %
Allemagne	148 %
Etats-Unis	100 %
Grande Bretagne	400 %

Pays	Année crise de la dette	% dette totale externe par rapport au PIB
Argentine	1982	55,1
idem	2001	53,3
Brésil	1983	50,1
Chili	1983	96,4
Colombie	1982	26,4
Mexique	1982	46,7
Venezuela	1982	48,6
Russie	1998	58,5
Turquie	1978	21,0
Inde	1997	23,0
Indonésie	1997	63,2
Corée du Sud	1997	26,6
Malaisie	1997	47,1
Philippines	1983	70,6
idem	1997	61,6
Thaïlande	1997	72,7

Le troisième tableau ci-dessus met en évidence que lors des graves crises de la dette qui ont touché certains pays au cours des trente dernières années, leur dettes externe totale était nettement inférieure à celle des pays les plus industrialisés (à voir dans le deuxième tableau).

Pacte pour l'euro

La directive Bolkestein avait suscité une forte mobilisation. Le *«Pacte pour l'Euro»* en préparation est d'une autre gravité. Et pourtant il semble laisser indifférent. Il est vrai que son adoption se fait en catimini et au pas de charge. Il paraît que Baroso a le culot de se vanter de mener là une «révolution silencieuse».

Ce *«Pacte pour l'Euro»* vise à imposer une cure d'austérité permanente à tous les peuples d'Europe. Les sanctions tomberaient immédiatement pour les pays qui n'accepteraient pas de réduire les salaires, de casser et de privatiser les services publics, de mettre en place une fiscalité encore plus favorables aux plus riches.

Face à l'ampleur que prend le problème des dettes publiques, la bourgeoisie prend les devants pour protéger ses intérêts. Les gouvernants approuvent cette démarche, bien sûr, puisqu'un Conseil des chefs d'Etat et de gouvernement doit se réunir le 24 juin pour adopter ce *«Pacte pour l'Euro»* sur lequel les parlementaires européens se seront «prononcés» la veille. Pour la France, ce sera ensuite le gouvernement qui exigera de ses parlementaires nationaux de se «prononcer» sur cette «réforme» constitutionnelle.

Pour l'instant (lignes écrites le 20 juin 2011), tout cela se passe dans un silence médiatique quasi complet. En Espagne, cependant, le 19 juin, 45 000 personnes se sont réunies devant le Parlement de l'État espagnol «*Pour une démocratie réelle maintenant et contre le Pacte pour l'euro*» et pour dénoncer les mesures que s'apprêtent à prendre les gouvernements des 17 pays de la zone euro.

Attac a mis en ligne une pétition (http://www.oureurope.org/).

Le piège de la dette publique|

Cet ouvrage édité par ATTAC rappelle que la dette repose sur un un mensonge : elle ne vient pas d'une orgie de dépenses publiques, mais de l'érosion organisée des recettes fiscales. En empruntant sur les marchés financiers pour financer ces déficits, les États se sont encore enfoncés davantage, puisqu'ils ont dû payer des taux d'intérêts souvent excessifs. Cette dette est donc largement illégitime.

La crise financière de 2008, la récession et le sauvetage des banques ont alourdi le boulet, d'autant que les marchés financiers spéculent aujourd'hui contre les États qui les ont sauvés. Dans toute l'Europe, des plans d'austérité drastiques déferlent pour «rassurer» ces marchés. Les gouvernements nous enfoncent dans la récession et sacrifient les investissements vitaux pour la reconversion écologique de l'économie. D'autres solutions sont possibles à condition de s'attaquer à la mainmise des marchés financiers. Il faudra replacer la création monétaire sous contrôle démocratique et promouvoir un autre partage des richesses, sans hésiter à dénoncer une partie de la dette. La manière dont sera traitée la dette publique dans les années qui viennent, loin d'être une question technique, déterminera en grande partie l'avenir de nos sociétés.

«Le piège de la dette publique» est disponible auprès des comités locaux d'ATTAC. 9 euros.

Rencontres et lectures à contre courant

Que peut-on faire de la religion ?

Jacques Bouveresse poursuit la réflexion sur les relations entre raison et croyance religieuse qu'il a engagée dans *« Peut-on ne pas croire ? Sur la vérité, la croyance et la foi »*(Agone, 2007). Il se confronte ici aux idées de deux penseurs majeurs du XXe siècle, Bertrand Russell et Ludwig Wittgenstein, pour qui le rejet de toute religion instituée et des diverses formes d'irrationalisme n'est pas incompatible avec une compréhension de l'expérience religieuse.

«Que peut-on faire de la religion ?» de Jacques Bouveresse est suivi de deux fragments inédits de Ludwig Wittgenstein présentés par Ilse Somavilla. Paru aux Editions Agone, BP 70072, 13192 Marseille cedex 20 (http://agone.org). 192 pages. 19 euros.

La réaction thermidorienne

Un livre sur une période dont on ne parle jamais, mais qui a imprimé si durablement sa marque sur notre histoire que l'on peut dire que nous sommes, depuis plus de deux siècles, gouvernés par des Thermidoriens.

L'incandescence révolutionnaire s'éteint, la réaction triomphe partout. La grande trajectoire de l'insurrection parisienne se termine par les tragiques émeutes de la faim de prairial et de germinal. La lutte est féroce entre les Thermidoriens « de gauche » – les anciens terroristes –, les Girondins de retour et les royalistes qui relèvent la tête. De cette période violente et sombre, l'auteur dresse un tableau qui, souvent, résonne avec notre actualité, tant il est vrai que les gouvernements de fripons se ressemblent, ou plutôt se répètent.

Le livre est présenté par deux universitaires qui replacent l'auteur - Mathiez - dans l'historiographie révolutionnaire.

«La réaction thermidorienne», d'Albert Mathiez est paru aux Editions La Fabrique. 410 pages. 25 euros | ISBN 978-2-3587-2012-0

Non au nucléaire civil et militaire !

En commémoration des bombardements sur Hiroshima (6 août) et Nagasaki (9 août),
jeûne à la Maison de vigilance de Taverny, intitulé cette année : "Nagasaki-Hiroshima Flamanville, c'est nos villes". Lien entre le nucléaire civil avec le projet de nouveau réacteur EPR à Flamanville et le nucléaire militaire dont la France refuse les propositions internationales pour son abolition.

Cette année est particulière, la Base de Taverny qui héberge le commandement de la Force nucléaire aéroportée sera déménagée en septembre pour aller à Villacoublay.

Ce jeûne sera donc la dernière occasion de présence devant la base militaire à Taverny, 0présence assurée chaque année depuis l'initiative de Solange Fernex et Théodore Monod en 1986.

Renseignements, inscription : 06 71 61 91 23 / lechemindesegards@yahoo.fr

Compétence ? Résister !

«L'Émancipation syndicale et pédagogique» et «***N'Autre école»*** publient en commun un numéro spécial consacré à la mise en place de l'évaluation par compétences. La double origine, managériale et pédagogique, de ce type d'évaluation a donné lieu à un débat riche et complexe, nourri des discussions de deux stages nationaux *"Évaluations et contrôle des personnels"* et *"Évaluation, compétences... quels enjeux ?"* qui avaient rassemblé plus d'une centaine de participant-e-s.

Les enjeux et les pièges du marketing institutionnel sont bien mis en lumière dans ce numéro spécial où les analyses s'appuient sur des exemples de pratiques de résistances syndicales et/ou pédagogiques. Elles sont accompagnées par une petite histoire inédite de la désobéissance à l'école.

«Compétences et résistances» , **«L'Émancipation syndicale et pédagogique»** hors série, «**N'Autre école»**, n°29, mai 2011, 68 pages, 4 euros.

Pour s'abonner à ***«N'autre école»*** : 20 € pour 5 n° (revue *N'Autre école*, CNT-FTE, 33, rue des Vignoles, 75020 Paris, chèques à l'ordre de CNT-FTE) ou en ligne : http://www.cnt-f.org/nautreecole/ où vous pouvez aussi consulter gratuitement la version feuilletable en communiquant votre adresse mail à nautrecole@cnt-f.org ***«N'Autre école»*** c'est aussi un site internet avec la présentation des numéros, des dossiers transversaux, des articles inédits, des notes de lecture et la possibilité de commander un numéro ou de s'abonner en ligne...

Le Messager de Hesse

Les éditions Pontcerq (12 rue de Chateaudun 35000 RENNES http://pontcerq.toile-libre.org/ *pontcerq@gmail.com*) publient une nouvelle traduction française du ***«Messager de Hesse»***. Le but est de redonner une diffusion à ce tract de juillet 1834, qui appelait au renversement du pouvoir grand-ducal en Hesse, et de tous les autres «petits» tyrans, ailleurs en Allemagne. Pour en faire entendre, à nouveau, un peu de la violence et un peu de la beauté.

Un lexique de mots allemands accompagne la traduction et livre sur sa création et sa diffusion, à l'été 1834, quelques informations précieuses, discrètes; en particulier sur ses deux auteurs : le jeune étudiant en médecine G. Büchner et Fr. L. Weidig, pasteur à Butzbach. «*Ce papier fut imprimé, pour la première fois, à Offenbach (Hesse), en juillet 1834, dans une presse clandestine installée dans une cave. L'imprimeur s'appelait Karl Preller. On estime le premier tirage à trois cents exemplaires. Pendant tout le mois de juin précédant l'impression, le manuscrit était caché dans le foin, dans une grange attenante à la maison d'un ami. Cet ami s'appelait Carl Braubach.*»

«*Le Messager de Hesse*» Éditions Pontcerq 3 euros.

Les immigrés rapportent plus qu'ils ne coûtent

Des parlementaires de tous bords ont rendu public début mai un rapport d'audit mené pendant près d'un an sur la politique d'immigration de la France pour « *éclairer l'approche des phénomènes migratoires* ». Tous les parlementaires présents ont regretté les fins de non-recevoir des responsables institutionnels sollicités et que ce rapport d'audit n'ait pu se faire dans un strict cadre parlementaire (le rapport ayant été financé par eux-mêmes).

La directrice de l'Association Primo Levi (http://www.primolevi.org/) a contribué à ce rapport qui apporte un éclairage sur des aspects souvent peu ou mal connus du grand public. Ainsi, le fait que les migrants subsahariens ont en moyenne un niveau d'instruction supérieur aux personnes vivant en France métropolitaine (40% d'entre eux sont diplômés du supérieur) ou encore, que le taux d'activité entre les étrangers de 30 à 49 ans et les Français du même âge est sensiblement identique.

Pour consulter ce rapport qui fait plus de 300 pages : http://www.mediapart.fr/files/auditelus.pdf

A nos lectrices et lecteurs

Après la Libération, la libre circulation des idées paraissait essentielle pour éviter de nouvelles horreurs. C'est ainsi que - inspirées du programme du CNR - des dispositions ont été prises pour favoriser la diffusion de la presse écrite. La Poste - qui était alors un Service Public - devait apporter sa contribution en acceptant de distribuer les journaux à un tarif inférieur au coût réel.

Cela fait maintenant une vingtaine d'années que "socialistes" et libéraux s'ingénient à détruire ce dispositif qui a le tort à leurs yeux d'entraver la recherche de profit et donc de retarder la privatisation de la Poste. Résultat: des milliers de petites revues comme la nôtre ont disparu, victimes de contraintes financières et matérielles de plus en plus lourdes.

La Poste - qui n'est plus un service public - vient de nous imposer une nouvelle contrainte qui nous amène à ne plus insérer l'encart qui nous permettait d'alerter lectrices et lecteurs en fin d'abonnement ou de prospection. Mais on s'accroche ! Et...

...Nous faisons appel à votre vigilance et nous vous demandons d'observer le rabat de l'étiquette autocollante ci-dessous à gauche :

Si un gros point rouge apparaît à gauche de ce texte sur le rabat de l'étiquette/adresse autocollante, (ré) abonnez-vous !

Pour s'abonner ou se réabonner, vous pouvez utiliser le bulletin imprimé en haut, à droite, de cette page. Vous pouvez aussi le faire sur papier libre; **c'est plus pratique pour nous fournir aussi - si vous le pouvez - nom(s) et adresse(s) de personne(s) qui pourrai(en)t être intéressée(s) par ACC** que nous leur enverrons en prospection, avec mention de votre nom (c'est un des rares moyens dont nous disposons pour susciter de nouveaux abonnements et... survivre !).

Nous proposons plusieurs formules :

- **Le (ré)abonnement simple: 10 €** (un an pour 10 n°)
- **Le (ré)abonnement de soutien** (un an pour 10 n°) : **15 €, 20 €, ou plus - si vous le pouvez - en soutien.**
- **Le (ré)abonnement/diffusion : 20 €** (4 exemplaires par numéro, sur un an, expédiés à votre adresse).
- **Le (ré)abonnement/parrainage : 15 €** (votre (ré)abonnement + un (ré)abonnement pour une personne de votre choix dont vous nous indiquez l'adresse).

Chèque à l'ordre d' "*A Contre Courant*", avec nom(s) et adresse(s) sont à envoyer à : **A CONTRE COURANT BP 12123 68060 MULHOUSE cedex 2**

- Vous pouvez aussi vous (ré)abonner avec paiement Paypal sur notre site (voir références ci-contre).

COMITE DE REALISATION

A. BIHR / H. COUPERNOT / L. DALSTEIN / G. DENEUX
J. FORTCHANTRE / O. MANGEOT / M. MANSOUR / B. MARION
B. SCHAEFFER / A.ET D. WALTER

BULLETIN DE (RE)ABONNEMENT

* * *

Abonnement 10 numéros (1 an)

- ☐ SIMPLE . . . . . 10 Euros
- ☐ de SOUTIEN . . . . . Euros
- ☐ Faibles ressources (selon possibilités) . .

(Chèque à l'ordre de: "**A Contre Courant**")

NOM_____

Prénom_____

Adresse_____

_____

_____

CPPAP n° 0213 G 87630 | Dispensé de timbrage | Mulhouse-CTC

A CONTRE COURANT
(service abonnements)
BP 12123
68060 MULHOUSE cedex 2

Déposé le 28/06/2011

PRESSE DISTRIBUÉE PAR LA POSTE

Sommaire

Page 1 ..... Edito : La voie grecque
Page 2 à 4 ..... Côte d'Ivoire : les apprentis sorciers et leurs mentors
Page 5 à 7 ..... Tchernobyl, Fukushima... au suivant !
Page 8 à 11 ..... DSK -Arme de réussite Socialo- pulvérisée !
Page 11 ..... Edito AL : Racisme d'Etat
Page 12 à 16 ..... Dossier dettes publiques, avec :
Page 12 ..... Dettes publiques : passons à l'offensive !
Page 12 à 14 ..... Huit propositions pour une autre Europe
Page 14 et 15 ..... Audit, levier politique - Appel nuits 4 août
Page 16 ..... Dettes : données chiffrées - Pacte pour l'Euro
Page 17 ..... Rencontres et Lectures
Page 18 ..... A nos lectrices et lecteurs

ACC dispose d'un Fax au 03 89 46 29 79 (Pour le 68)
et au 03 25 05 57 57 (Pour le 52)
ACC sur internet : http://www.acontrecourant.org
Courriel : courrier@acontrecourant.org

Impression et Direction de publication :
JEAN FORTCHANTRE 1 rue Victor Hugo
52100 BETTANCOURT-LA-FERREE